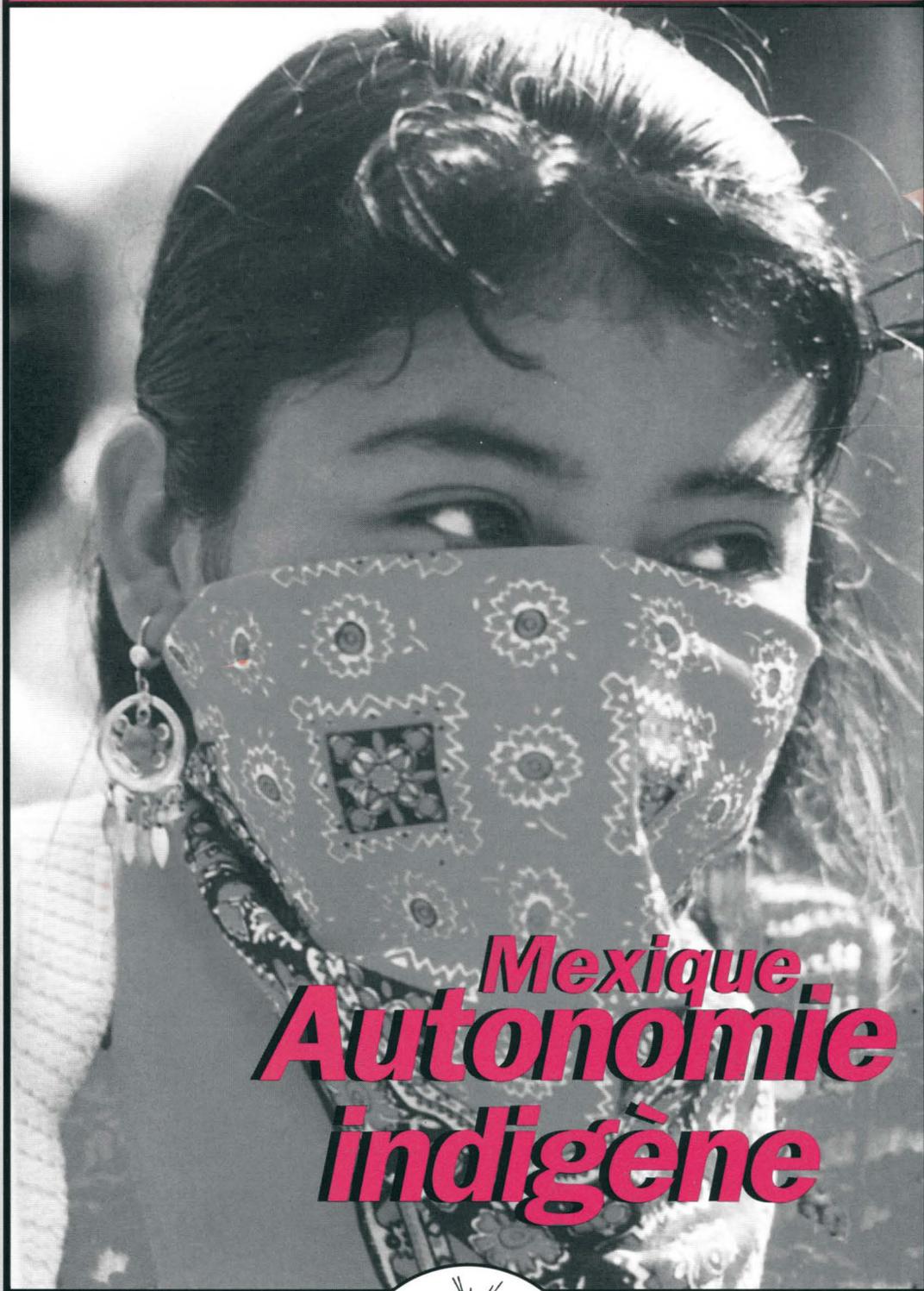


NITASSINAN

notre terre



Mexique
Autonomie
indigène

N° 48



Comité de Soutien aux

Indiens des Amériques

Nitassinan est une publication du **Comité de Soutien aux Indiens des Amériques**, association loi 1901. Notre objet est la solidarité avec les nations autochtones des Amériques. **Nitassinan** est l'un de nos moyens d'action. Nous sommes indépendants, auto-financés et tous bénévoles. Adhérer au **CSIA**, c'est s'engager aux côtés des nations amérindiennes ; s'abonner à **Nitassinan** c'est en outre participer activement aux campagnes de soutien.



le pays innu
"notre terre"
NITASSINAN

page 31



page 4

page 5

page 2



page 3

 rubrique

 dossier

pages 9 à 29

page 7



Nitassinan n°48, simple
avril- juin 1997

Publication trimestrielle entièrement auto-financée par souscription, non subventionnée et à but non lucratif du CSIA (Comité de soutien aux Indiens des Amériques, Loi 1901)

Adresse courrier : **Nitassinan-CSIA, BP 317, 75229 Paris Cedex 05, France**

Directeur de la publication : Sylvain Duez-Alesandrini

Dépôt légal : 2e trimestre 97

n°ISSN : 07586000

n° de commission paritaire : 666 59

Rédaction du volume : D. Brooks, S. Duez-Alesandrini, C. Grenot, M. Hameau, E. Julien, H. Manguy

Saisie : C. Andrin, D. Brooks, S. Duez-Alesandrini, C. Grenot, F. Hameau, H. Manguy

Secrétariat de rédaction : S. Duez-Alesandrini, C. Grenot, C. Jeyakumar, M. Le Puloch, M. Pagis

Scans : D. Léonard

Mise en page : C. Jeyakumar

Photo 1^{er} de couv. : Jeune-fille maya d'une communauté zapatiste-DR

Photo 4^e de couv. : Commandant Tacho, dirigeant tojolabal, membre du Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène -DR

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Environnement

Western Shoshone / La famille Dann à nouveau menacée 2

Droit à la terre

Big Mountain / L'union des traditionalistes hopi et navajo 3

Nez Perce / Le retour aux sources 4

traîtés / Les terres lakota-dakota ne sont pas à vendre. 5

Droits de l'Homme

Guatemala / Les Indiens enfin reconnus ! 7

Dossier

du Chiapas au Sonora, autonomie indigène 9

De conquêtes en révolutions 10

L'armée zapatiste pour un monde plus juste 12

Les petites pierres blanches 13

Autoportrait 14

Les "Aguascalientes", espaces de liberté 15

Cinq cent trois ans après, l'ethnocide continue. 16

De Oka à Tepoztlán... 17

Terreur dans la sierra 17

Non-violence désespérée au Guerrero 18

Accords de San Andrés 20

Ramona, témoin zapatiste à Mexico 21

L'autonomie, un droit pour tous les peuples 22

Plus jamais un monde sans nous 25

Intergalactique de l'espoir 26

Art et culture

Révélation d'enfer / Le gentleman spokane 31

bulletins d'abonnement et d'adhésion 33

Questionnaire

Nous vous remercions d'avoir répondu nombreux à notre questionnaire. Nous ferons le point de façon détaillée avec le prochain numéro.

Nitassinan fête deux nouvelles naissances :

Marion Manguy, née le 28 avril

et Doriane Andrin, née le 13 mai.

Félicitations à Catherine et Henri

et à Christine et Billy !

L'exclusion, la mondialisation, la primauté de l'économique sur la vie... Voici des questions qui nous touchent tous et qui nous effraient.

Face à ces menaces, il faut réagir si l'on désire garder un minimum d'humanité dans ce monde. Le 1^{er} janvier 1994, les oubliés parmi les plus oubliés, les indigènes du Chiapas se sont soulevés dans un mouvement désespéré. Le gouvernement mexicain avait décrété leur arrêt de mort en signant l'*Accord de Libre Échange Nord Américain* (ALENA) avec les États-Unis et le Canada, qui allait détruire leurs seuls moyens de subsistance (il faudrait même dire de survie). En réformant l'article 27 de sa Constitution, sur les terres collectives, le Mexique s'attaquait aux acquis de la révolution de 1910. C'est donc au nom de Zapata que les descendants des empires maya se sont mobilisés armes à la main afin de défendre leurs droits et de donner un sens véritable aux notions de "démocratie, liberté et justice" pour tous les Mexicains.

Les nouveaux zapatistes ont été entendus au Mexique et dans le monde entier, notamment grâce aux communiqués du charismatique sous-commandant Marcos. Mais au-delà du romantisme incarné par Marcos, il y a le *Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène* qui dirige l'*Armée Zapatiste de Libération Nationale* (EZLN) et, surtout, le modèle politique des communautés insurgées du Chiapas. Les questions de la création d'une société civile organisée, de l'application de la démocratie directe et du système des assemblées des luttes sont mises en lumière. De plus les indigènes du Mexique déclarent haut et fort qu'ils ne luttent pas que pour eux. Ils désirent échanger avec tous les exclus du monde entier et essayer ensemble de créer un monde meilleur et plus juste. Afin d'échanger leurs idées avec leurs compagnons des cinq continents, les communautés zapatistes (bien qu'encerclées par des milliers de soldats fédéraux) ont organisé la *Première Rencontre Intercontinentale contre le Néolibéralisme et pour l'Humanité*.

La pensée zapatiste ne veut pas rester cantonnée dans le Chiapas. Du local au global, les insurgés nous interpellent : « Nous sommes vous-mêmes, derrière nous, il y a vous... »

Aujourd'hui les zapatistes ont plus que jamais besoin de notre solidarité car le gouvernement attend le bon moment pour anéantir ces bastions d'humanité que sont les communautés rebelles. De plus le gouvernement tient, comme d'habitude, un double langage. En effet, ses représentants ont signé un accord sur les "Cultures et Identités Indigènes" avec les commandants de l'EZLN. Cet accord était une première avancée vers la paix, mais le président mexicain refuse de l'appliquer et préfère se préparer à la guerre afin de garantir ses intérêts économiques.

Il faut rester mobilisés aux côtés des zapatistes car les gouvernants n'ont jamais eu peur d'utiliser la force pour anéantir toutes celles et ceux qui crient haut et fort leur désir de liberté.

Souvenons-nous de Wounded Knee, de la grotte d'Ouvéa ou d'une certaine Ambassade du Japon au Pérou...

Comme le disent les Zapatistes : « Celui qui ne peut comprendre, c'est qu'il a une pierre à la place du cœur. »

Sylvain Duez-Alesandrini

Nous informons nos adhérents, abonnés et lecteurs de la région parisienne que les deux prochaines réunions publiques auront lieu les 3 juillet et 4 septembre à 20 heures, au CICP, 21^{ter} rue Voltaire, 75011.

Nitassinan encourage la reproduction de ses articles, à la condition de citer les sources (publication d'origine, auteur) et leur provenance (Nitassinan n°..., traducteur).

Western Shoshone

La famille Dann à nouveau menacée

La famille Dann, de la Nation western shoshone du Nevada, qui depuis des années se bat pour ses terres et les droits de sa nation, connaît à nouveau un grave péril... (voir Nitassinan n° 34 et 35).



A la suite de manœuvres frauduleuses, les Western Shoshone, sans avoir eu l'intention de vendre leurs terres, ont été dépossédés "légalement", en 1979, de la plus grande partie du territoire qui leur avait été reconnu par le traité de Ruby Valley de 1863 (1). Censés avoir été indemnisés, ils n'avaient plus aucun recours et, en décembre 1991, la 9^e cour d'appel des États-Unis déclarait caduc le traité de Ruby Valley, alors que selon la Constitution américaine seul le Congrès avait le pouvoir de l'abroger.

Depuis plusieurs générations, la famille Dann possède un ranch dans Crescent Valley, sur les terres shoshone du Nevada. Les Dann y font paître environ 600 bovins et 300 chevaux. Dès 1974, le Bureau d'aménagement foncier (BLM) les accusait d'utiliser des terres publiques sans permis de pâturage, et de détruire l'environnement... Que dire alors des essais nucléaires, conduits jusqu'en novembre 92, à moins de 300 km de Crescent Valley ? Les sœurs Dann, Carrie et Mary, n'avaient quoi qu'il en soit aucunement l'intention de solliciter un permis pour utiliser des terres appartenant par traité à leur nation.

En 1987, un tribunal ordonne la saisie des troupeaux, déjà sensiblement réduits, du ranch. A l'automne 92, le BLM emploie les grands moyens : des rangers, assistés d'hélicoptères, capturent une centaine de chevaux. Clifford Dann, désespéré, menace de s'immoler par le feu. Arrêté, il est condamné à neuf mois de prison.

En juillet 1995, prétextant de combattre un feu de prairie, des pompiers qui travaillent pour le BLM allument des contre-feux si près du ranch que cela s'apparente à une tentative d'incendie volontaire. L'un des neveux Dann est arrêté et condamné à une amende de 500 dollars pour avoir voulu protéger son ranch (voir *Nit.* n° 44, p. 5).

Au printemps 96, le BLM attribue une concession minière dans Crescent Valley à la compagnie canadienne *Oro Nevada Mining*. En août, celle-ci fait savoir qu'elle compte commencer des forages exploratoires pour rechercher l'or. Dans la première zone explorée se trouve une source chaude, lieu historique et culturel de première importance pour les Western Shoshone. Le *Western Shoshone Defense Project (WSDP)* avertit aussitôt son réseau international de militants. En butte aux protestations la compagnie recule - de quelques centaines de mètres - mais dès le 19 novembre plusieurs tours de forage sont mises en place et quatre des seize forages prévus sont effectués.

Mine d'or

Le projet, *Cortez Joint Venture*, prévoit la construction d'une usine d'une capacité journalière de 5 000 tonnes de minerai aurifère. Un puits de 300 mètres de profondeur, s'étendant en surface sur environ 50 hectares sera foré et plus de 400 hectares seront occupés par les rejets et déchets de la mine. Les terrains utilisés devraient être plus que doublés « dans un avenir prévisible ». Le *Pipeline Project* se propose de pomper les eaux souterraines, qui seront retenues dans des réservoirs avant d'être réintroduites dans le sol, « sans impact significatif sur les sources environnantes ». C'est pourtant une quantité d'eau bien moindre, et de composition altérée, qui sera réinjectée dans le sol. Il ne faut pas non plus, selon *Citizen Alert Native*

American Program, sous-estimer le risque de bouleversements géologiques consécutifs à la dépression causée par le pompage.

Dans cette région à faible pluviosité, c'est là un projet criminel qui attente à la vie sauvage aussi bien qu'humaine. Les Western Shoshone ne méconnaissent pas les nécessités économiques, notamment les problèmes d'emploi, mais ils estiment que priorité doit être donnée à la préservation des capacités de la terre à entretenir la vie. Ils entendent protéger *Newe Sogobia*, leur territoire traditionnel, de ce désastre écologique et culturel.

Dans toute cette opération, ni les Dann ni la Nation western shoshone n'ont eu, bien entendu, leur mot à dire puisque selon la loi ces terres ne leur appartiennent plus. Le *California Mining Journal* rassure à cet égard ses lecteurs : la compagnie « n'a pas l'intention de négocier avec les Indiens shoshone. » Ouf!

La résistance des Dann est soutenue par le *Conseil National des Western Shoshone*, l'*AIM*, *Greenpeace* et de nombreuses associations écologistes.

Synthèse des documents : Monique Hameau
Sources : Western Shoshone Defense Project

1. Relire *Nitassinan* n°19

Pour exprimer votre inquiétude quant à l'environnement et exiger la consultation des Western Shoshone, écrivez, en français ou en anglais à :

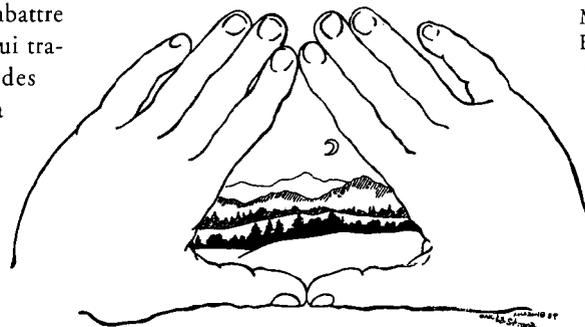
- Anne Morgan, BLM State Director, 850 Harvard Way, PO Box 12000, Reno, Nevada 89520-0006 USA - Fax : 702-785-6411

- Helen Hankins, District Manager, Elko BLM, PO Box 831, Elko, Nevada 89803 USA - Fax : 702-753-0255

- Robert A. Jones, President, Oro Nevada Mining Company, 6490 South McCarran Blvd, Bldg D-1, Suite 34, Reno, Nevada 89509 USA - Fax : 702-825-5277.

N'oubliez pas d'indiquer sur la lettre vos nom et adresse. Pour informations complémentaires, contactez :

- *Western Shoshone Defense Project*, PO Box 211106, Crescent Valley, Nevada 89821 - *Citizen Alert Native American Program*, PO Box 5339, Reno, Nevada 89513.



L'union des traditionalistes hopi et navajo

Le gouvernement américain essaie de faire croire que le conflit de Big Mountain n'est qu'un problème territorial entre deux tribus.

Il tente de faire passer cette imposture auprès de la communauté internationale en publiant des communiqués des conseils tribaux hopi et navajo, bénéficiaires des dividendes de la compagnie minière Peabody Coal. Les conseils tribaux ne représentent pas les traditionalistes qui, de part et d'autre, s'opposent au déplacement forcé de population et à la destruction de la Terre Mère. Démontage de la propagande du Conseil tribal hopi reçue par les lecteurs de Nitassinan qui ont participé à la campagne de soutien lancée dans notre numéro 44.

Martin Gasheweseoma, Ancien traditionaliste hopi, gardien des tablettes de pierre sacrées sur lesquelles est gravée la "prophétie hopi" a déclaré il y a quelques années : « Nous autres, Hopi (NDLR : traditionalistes), ne possédons pas la terre sur laquelle nous vivons ; nous ne faisons qu'en prendre soin. Nous en tirons notre subsistance, mais nous ne l'utilisons pas pour produire de l'électricité ni en extraire du charbon ». Ces paroles d'Ancien attestent de l'illégitimité du Conseil tribal hopi dont le seul but est d'agrandir la mine de charbon à ciel ouvert, située sur le plateau de Black Mesa.

La réalité sur le terrain est complexe. Les documents envoyés par le Conseil tribal hopi à tous ceux qui ont exprimé leur soutien aux familles dineh de Big Mountain, contiennent des omissions importantes. Lorsqu'il présente des cartes de sa soi-disant base territoriale au 19^e siècle, le Conseil tribal hopi procède à une manipulation géopolitique. En effet, ces cartes relient les différents pueblos, alors que l'on sait que les Hopi étaient des fermiers sédentaires vivant dans des villages et ne possédant que de petites parcelles de terres afin d'y effectuer une culture communautaire de subsistance, alors que les Navajo étaient des chasseurs et des éleveurs semi-nomades qui se déplaçaient sur une plus grande superficie. De plus, l'une des cartes est datée de la période où les Navajo, vaincus par Kit Carson, avaient été déportés de force par l'armée américaine vers Fort Sumner, dans un camp de concentration. Le Conseil tribal hopi ne fait aucune référence aux cimetières et sites archéologiques dineh retrouvés à divers endroits de Big Mountain. A aucun moment, il ne fait apparaître que les dividendes versés par la compagnie *Peabody Coal* pour l'exploitation de mines de charbon à ciel ouvert représentent 90% de son budget annuel.

Le Conseil tribal hopi ignore délibérément les relations qui se sont établies depuis le



Habitation traditionnelle pueblo/hopi

début du siècle entre traditionalistes hopi et dineh. L'union entre les deux peuples a pourtant été consacrée par la création du clan du Tabac, qui officialise les multiples mariages intertribaux. On s'étonnera moins de cet oubli si on sait que de nombreux membres du clan du Tabac vivent au nord de Big Mountain...

Le clan du Tabac

En 1906 déjà, les Hopi "progressistes", ouverts à l'influence des Blancs, avaient chassé d'Old Oraibi les traditionalistes, dont le guide s'appelait Yukima. Ils se sont installés 6 km plus à l'ouest, dans une région sablonneuse où ils ont fondé Hotevilla. Leurs descendants sont toujours les gardiens de la prophétie hopi, manifeste impérieux pour la préservation de la Terre Mère, et luttent aux côtés des Dineh de Big Mountain. Depuis la fin des années 1970, les traditionalistes hopi et dineh ont participé côte à côte à de nombreuses manifestations condamnant l'hypocrisie du gouvernement américain et des conseils tribaux, notamment lors de la *Longue Marche* (1978), au 4^e

Tribunal Russell, à Rotterdam (1980), au *Groupe de Travail sur les Populations Autochtones* de l'ONU (depuis 1981), au *Cercle des Anciens* (depuis 1982), aux manifestations contre la célébration des 500 ans de la découverte de l'Amérique, à Santa Fe (1992), ainsi qu'à de nombreux forums internationaux. Le 29 août 1982, devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, le *Conseil des Anciens Navajo-Hopi* a adressé un message conjoint s'opposant au déplacement forcé à Big Mountain et à tout développement minier sur Black Mesa.

Traditionalistes dineh et hopi préparent actuellement une tournée commune à travers les USA, afin d'afficher leur unité.

Sylvain Duez-Alesandrini

sources : Communiqués du Conseil des Anciens Navajo/Hopi, Nitassinan n°3, Le Livre des Anciens de Sandy Johnson (Ed Albin Michel, Paris 1996), entretiens avec Thomas Banyacya (en 1992), Roberta Blackgoat et Kee Watchman (en 1996 et 1997).

Le retour aux sources

La Nation nez perce, le peuple de Chef Joseph, marque depuis ces dernières années une nette volonté de renaissance, renouant avec sa terre, ses traditions et souhaitant se doter des moyens économiques nécessaires.

En 1855, sous la pression des autorités américaines, les Nez Perce acceptent, par le traité de Walla-Walla, de céder une partie de leur territoire. En 1860, de l'or est découvert sur leurs terres et certains chefs acceptent une cession. En 1875, les compagnons de Chef Joseph, installés sur leurs terres de la belle vallée de la Wallowa, dans l'est de l'Oregon, reçoivent du gouvernement américain l'ordre de rejoindre immédiatement la réserve de Lapwai en Idaho, une minuscule partie de leur territoire. Ils refusent de s'y laisser enfermer et, pourchassés, tentent de fuir en une marche héroïque de plus de 2 000 km, de juin à octobre 1877. Environ 200 d'entre eux réussissent à rejoindre les Lakota de Sitting Bull au Canada, tandis que les survivants de la tribu, environ 800 personnes, sont capturés et exilés sur le Missouri, puis en Oklahoma où ils mourront de la malaria. En 1885, les Nez Perce autorisés à s'installer à Lapwai ne sont plus que 258. Ni Chef Joseph (qui meurt en 1904) ni son groupe ne pourront retourner dans la vallée de la Wallowa où sont enterrés leurs morts.

Il se pourrait pourtant que les Nez Perce retrouvent leur vallée. L'État fédéral s'est en effet porté acquéreur, par l'intermédiaire de l'agence «Trust for Public Land», d'un ranch de 4 120 hectares dans la vallée de la Wallowa. Ce territoire sera revendu aux Indiens pour qu'ils y réintroduisent

l'élan et le saumon. Il restera alors à la tribu 2 millions de dollars sur les indemnités qui lui ont été versées pour la perte de ses droits de pêche, causée par les barrages sur la rivière Snake, avec lesquels elle compte acheter 2 500 hectares supplémentaires dans la vallée, en bordure de "Hells Canyon National Recreation Area" et de "Wallowa Whitman National Forest". La tribu n'avait cepen-

tant jamais vraiment quitté la vallée où elle continuait d'organiser pow-wows et manifestations culturelles. Pour financer ses vastes projets, la Nation nez perce possède en outre deux casinos, bien que l'État d'Idaho envisage de les fermer.

Après l'épopée des Nez Perce de Chef Joseph, les 2 000 chevaux qui restaient à la tribu avaient été abattus. Les Indiens élevaient l'appaloosa, un cheval à la robe mouchetée de brun, connu pour sa docilité et sa rapidité. Ils n'en possèdent actuellement plus assez pour en faire l'élevage, et ont décidé de recréer une race, par croisement avec un cheval turkmène, l'ahkal-téké, qu'ils appelleront "Nez Perce Horse". Ils ont déjà 24 poulains et espèrent conserver la robe caractéristique de l'appaloosa.

La tribu a également commencé à réintroduire le loup, animal avec lequel ils ont une affinité particulière, sur la réserve. Cette amitié pour le loup lui vaut la colère des éleveurs de la région, d'autant plus que depuis quelques années de petites meutes en provenance du Canada recolonisent progressivement les Montagnes Rocheuses.

En novembre 1996, les Nez Perce ont organisé à Lapwai le second forum indien sur les risques que le développement fait encourir à la vie. Les Navajo, Hopi, Catawba, Colville et Umatilla y étaient représentés. Les approches scientifique et holistique ont été comparées. Jaimes Pinkham, un Nez Perce, a déclaré à cette occasion que « pour



apprendre la sagesse et la force, l'homme doit se tourner vers nos Anciens, c'est-à-dire les êtres vivants les plus anciens, les plantes et les animaux. » Il a ajouté : « A travers le monde, nombreux sont ceux qui essaient de se substituer à la sagesse de la nature, sans vouloir en mesurer les conséquences. »

Synthèse : Monique Hameau

Sources : Indian Country Today, 10 - 11 1996

Massacre de bisons

De janvier à mars 97, au moins 1 500 bisons ont été abattus à la limite nord du parc de Yellowstone, Wyoming. Manquant de fourrage, les herbivores que leur instinct pousse à reprendre leurs déplacements à travers les plaines, pénètrent sur le territoire du Montana. De crainte qu'ils ne transmettent la brucellose au bétail - alors que seule la contamination des bisons par les bovins a jamais été constatée - ils sont abattus par les fonctionnaires de l'État et les éleveurs locaux, nostalgiques du "far-west". Au début de l'hiver le parc comptait 3 500 animaux, ils n'étaient plus que 1 900 à la mi-mars.

Le 6 mars, les communautés indiennes des États-Unis ont célébré une journée de prière pour arrêter ce massacre injustifié et scandaleux - les animaux blessés agonisent sans même être achevés. A Washington, l'odeur de la sauge, de l'herbe douce et du tabac s'est élevée au-dessus des jardins du Capitole. Les rangers du parc ont pris part à la cérémonie menée par A. Looking Horse sur le lieu des tueries. R. Little Thunder, Lakota de Rosebud membre de Intertribal Bison Cooperative, a été arrêtée alors qu'elle souhaitait se rendre dans l'église voisine pour y prier.

La Pueblo Bison Coalition de Taos vient par ailleurs d'être autorisée à s'occuper des animaux gardés sur un ancien terrain militaire désertique au Nouveau Mexique. Ils les garderont deux ans avant de les donner à d'autres pueblos afin de diversifier les gènes des troupeaux existants. Les Indiens insistent pour que les bisons ne soient pas héliportés mais convoyés par voie terrestre.



Les terres lakota-dakota ne sont pas à vendre.

1877 : le Congrès des États-Unis saisit les Black Hills et des territoires reconnus aux Nations lakota-dakota par le traité de Fort Laramie (1868).

1950 : les Nations lakota-dakota déposent plainte auprès de la *Commission des Réclamations Indiennes* contre la saisie illégale des 19 millions d'hectares de terres reconnues par le traité de 1868.

1970 : la Commission accorde aux Nations sioux signataires du traité de 1868 une indemnité de 40 millions de dollars pour l'ensemble de leurs territoires saisis en 1877, l'indemnisation Docket 74 qui se divise en Docket 74-B pour le massif des Black Hills et Docket 74-A pour les autres territoires saisis en 1877. Les Sioux refusent, déclarant ne pas vouloir vendre leurs terres.

Juin 1980 : la Cour Suprême porte l'indemnisation à 105 millions de dollars (la plus forte indemnité jamais consentie à une nation indienne par la *Commission des Réclamations*.)

Juillet 1980 : après un référendum, les huit conseils tribaux lakota-dakota refusent l'indemnité et déclarent : " Les Black Hills ne sont pas à vendre ! ", réaffirmant le droit des Nations sioux aux terres reconnues par le traité de 1868.

1985 et 1989 : deux propositions de loi ("Bradley Bill" et "Grey Eagle Bill") sont déposées au Congrès par les Lakota demandant la restitution des Black Hills aux Nations sioux. Ces propositions sont au point mort. Actuellement, Docket 74-B atteint plus de 380 millions de dollars, tandis que Docket 74-A dépasse les 53 millions de dollars.

Les Nations sioux (1) ont jusqu'alors montré un front uni pour refuser les indemnités proposées.

Partage et opposition

mi-février 1996 : trois tribus de la Grande Nation Sioux (Santee de la réserve de Flandreau, Santee du Nebraska, Sioux-Yanktonai de la réserve de Fort Peck au Montana) font connaître leur intention de demander leur part du Docket 74-A. Les deux nations santee demandent au député du Nebraska



Bill Barrett de déposer devant la Chambre des Représentants un projet de loi - H.R.3595 - tendant à leur accorder leur part du Docket 74-A. Les Sioux de Fort Peck cherchent une voie légale pour recevoir leur part. Les trois tribus insistent sur le fait qu'il ne s'agit pas pour elles de « vendre les Black Hills » mais de toucher leur part de l'indemnisation accordée pour les autres territoires, distinction qui n'est généralement comprise que des spécialistes des traités. Aussitôt connue, la décision des trois tribus est interprétée comme une tentative de vendre les Black Hills qui, dans l'esprit des Sioux et en particulier des Lakota, sont le symbole de leur héritage culturel volé au siècle dernier.

Une vive opposition se manifeste alors chez les Santee du Nebraska. Des membres de la tribu accusent les conseillers d'avoir pris une décision de cette importance sans consultation réelle. Une pétition circule sur la réserve santee pour refuser l'indemnité et un meeting d'opposition se tient à Sioux City (Iowa) où résident de nombreux membres de la tribu. Un appel est lancé aux autres membres de la Grande Nation Sioux pour qu'ils tentent de ramener le conseil tribal santee sur la voie de la solidarité. Sur un

sujet aussi sensible pour les Sioux que l'indemnisation de leurs territoires reconnus par le traité de 1868, la réaction des tribus de la "Nation des Sept Feux" est vive et immédiate.

Début août 1996, les présidents des conseils tribaux lakota de Pine Ridge, Rosebud et Cheyenne River, ainsi que plusieurs Anciens participent à Washington à une audition devant la Chambre des Représentants avec le président du conseil tribal santee et le député Barrett. Les représentants lakota appuient leur opposition au H.R.3595 sur des arguments juridiques : les Santee n'ont jamais occupé les terres à l'ouest du Missouri, leur région est le Minnesota. Ils n'y ont donc pas de "titre indigène". Une erreur de la *Commission des Réclamations* aurait inclus les Santee dans Docket 74-A pour 5,11%. Les Lakota et les Yankton ne s'y opposèrent pas, pour ne pas briser la solidarité entre les Nations Sioux. Le président du conseil tribal santee justifiait sa position par l'extrême besoin d'argent dans lequel se trouve la tribu.

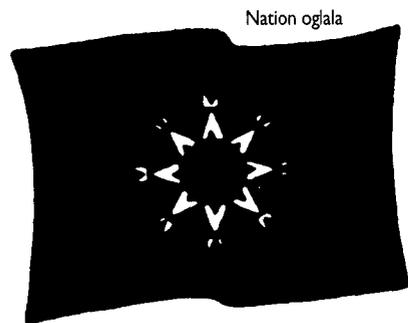
Les exilés

La nation santee du Nebraska descend des survivants de la guerre de Little Crow ("la guerre de la faim") livrée en 1862 contre les colons du Minnesota et l'armée américaine. Les Santee qui avaient échappé à la répression et n'avaient pu fuir vers l'ouest furent rassemblés à Crow Creek, sur le Missouri. La plupart des tribus santee put retourner au Minnesota, mais ce groupe de Sisseton dut s'installer au Nebraska, terre étrangère où ils se considèrent toujours comme des exilés. Le 3 février, les Santee du Nebraska ouvrent un petit casino d'une douzaine de machines à sous, employant seize membres de la tribu. L'État du Nebraska exige aussitôt sa fermeture sous prétexte que ces jeux sont interdits dans l'État. Le casino santee ferme le 3 mai et les avoirs de la tribu (38 000 dollars) sont bloqués, alors que l'usine de la réserve, seul employeur, fait faillite. Le chômage augmentant, toutes les conditions se trouvent réunies pour pousser les Santee au désespoir. Peu de temps après, les Santee de la réserve de Flandreau font

savoir qu'ils renoncent à demander leur part (environ 1%) du Docket 74-A.

Le refus

A la fin du mois d'août, trois conseillers des Santee du Nebraska font une déclaration solennelle d'opposition au partage du Docket 74-A devant le conseil. Ils affirment que la demande des Santee viole les termes et l'esprit du traité de 1868 et rompt la solidarité des Lakota-Dakota dans le refus de vendre leurs terres. Ils demandent une réunion des tribus membres de la Grande Nation Sioux. Les trois conseillers reçoivent un message de solidarité du conseil oglala de Pine Ridge déclarant : « C'est un problème que nous devons résoudre entre nous d'une manière dont nos Ancêtres puissent être fiers. » Une réunion générale sur la réserve santee est proposée pour la fin septembre.



Nation oglala

Début octobre 1996, les Santee du Nebraska élisent un nouveau conseil tribal. Le premier acte de Rick Thomas, le président nouvellement élu, est la demande au député Barrett du retrait de la proposition H.R.3595.

Les Santee du Nebraska renoncent ainsi à demander leur part du Docket 74-A et à rompre la solidarité de la Grande Nation Sioux. La population santee manifeste son approbation, des témoignages de soutien affluent en particulier de Pine Ridge, Rosebud et Cheyenne River, les réserves lakota qui ont proposé aux Santee soutien juridique gratuit et même aide financière. « Je veux restaurer notre fierté et notre dignité en tant que Dakota », déclare le nouveau président. « Notre peuple a eu honte. Nous ne voulions pas être considérés comme des vendus... Je veux surmonter l'oppression que nous imposent l'État et le gouvernement fédéral. En élisant de nouveaux conseillers, les membres de la tribu ont pris position à propos de l'argent du Docket 74-A. C'est ce que le peuple nous demande de faire et c'est ce que nous ferons... Nous ferons tout notre possible pour être reconnus comme l'un des sept feux de la Grande Nation Sioux. »



L'exception yanktonai

Au début 1997, les Yanktonai de Fort Peck continuent à réclamer leur part du Docket 74-A. Les Lakota s'efforcent de les convaincre d'y renoncer. Exilés au nord du Montana dans une réserve qu'ils partagent avec les Assiniboine, les Yanktonai n'ont plus, contrairement aux Lakota, d'étroites relations culturelles avec les Black Hills et les territoires voisins. Un conseiller tribal oglala estime que les territoires définis dans les traités constituent une propriété commune aux Nations Sioux et qu'une nation ne peut en disposer sans mettre en danger le statut des autres. Un conseil de la Grande Nation Sioux doit se tenir à la mi-février (2) à Rapid City afin de définir une position commune aux nations composant "Oceti Sakowin Oyate", non seulement à propos du Docket 74-A, mais aussi sur l'importante question de la revendication sur les Black Hills, toujours non résolue.

Synthèse : Monique Hameau.

Mise en forme : Dee Brooks.

Sources : Indian Country Today, les 8/2, 7/5, 29/7, 12/8, 2/9, 14/10/96 et 10/02/97.

1. Sioux, qui n'est pas un mot de la langue lakota-dakota, est cependant commode pour désigner l'ensemble d'"Oceti Sakowin Oyate", le Peuple des Sept Feux.
2. Pas de nouvelles à ce jour.

Réunion à Fort Laramie

Les représentants des nations lakota-dakota signataires du traité de Fort Laramie de 1868 se sont réunis à Fort Laramie avec des fonctionnaires fédéraux. Ils ont réaffirmé les termes du traité qu'ils considèrent comme fondateur de leurs droits territoriaux vis-à-vis des États-Unis. Ils ont discuté avec les représentants du gouvernement du projet de Déclaration des Droits des Peuples Indigènes à l'ONU, ainsi que de la colonisation des nations indigènes. De nombreux observateurs lakota, International Indian Treaty Council, Lakota Treaty Council, Four Directions Council, ainsi que des Oneida et des Navajo les ont rejoints.

Libérez Peltier !

La mobilisation pour la libération de Leonard Peltier s'accroît... Une course pour la liberté (Run for Freedom) a débuté le 9 juin dernier à Cincinnati (Ohio) et se terminera à Tulsa (Oklahoma), pour la conférence internationale de la campagne Bring Peltier Home, organisée aux USA par Dennis Banks, de l'AIM. Une manifestation est aussi prévue le 26 juin devant la Maison Blanche.

En juillet-août, les comités de défense de Peltier (USA/Canada) enverront une délégation à Genève, dans le cadre de la commémoration du 20^e anniversaire de la création du Groupe de Travail sur les Populations Autochtones de l'ONU.

Il faut souligner que Geronimo Pratt (Afro-américain), dirigeant des Black Panthers, incarcéré depuis 25 ans, victime de la politique du COINTELPRO (cf. Nitassinan n°39, p25) vient de se voir accorder un nouveau procès. Espérons que cette victoire, va également aider Leonard Peltier dans sa quête de justice...

Malheureusement, des nouvelles alarmantes sur sa santé viennent de nous parvenir. Un médecin l'a informé qu'il avait l'hépatite B, bien que son dernier test de sang n'en ait pas fait état. Peltier a demandé qu'on lui refasse immédiatement une prise de sang, mais les autorités pénitentiaires ont refusé. Marquette, sa fille, et le LPDC, lancent un appel à Nitassinan et à tous ceux qui le soutiennent pour que nous envoyions des lettres demandant :

- qu'on lui accorde une nouvelle prise de sang.
- qu'un spécialiste compétent et impartial soit nommé pour étudier les résultats du test sanguin et administrer un traitement adéquat.

Envoyez vos lettres aux adresses suivantes :

Warden P. True, USP Leavenworth, Box 1000, LVN, KS 66048 et K. Hawk, Bureau of Prisons, Holc Bldg, 320 1st ST NW, Washington DC 20530.



Norma Jean est libre !

Norma Jean Croy, Shasta de Californie, incarcérée depuis plus de 19 ans dans le cadre d'une affaire marquée par le racisme anti-indien (cf. Nitassinan n°39), a été libérée le 6 février dernier. Cette heureuse nouvelle redonne espoir à tous ceux qui luttent pour la libération des prisonniers politiques et pour le respect des droits de la personne humaine.

Les Indiens enfin reconnus !

L'accord de paix, signé le dimanche 29 décembre 1996, définit le Guatemala comme une unité composite où la majorité maya se voit enfin garantir des droits « politiques, culturels, économiques et spirituels » au même titre que tout autre citoyen. Pour autant, les responsables de massacres, et notamment l'armée, semblent assurés d'une impunité assez large.

Le 29 décembre, le gouvernement du président Alvaro Arzu et les représentants de l'URNG (Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque) ont signé l'accord de paix qui définit le Guatemala comme une « unité nationale, multiethnique, pluriculturelle et multilingue » et affirme que « la reconnaissance de l'identité et des droits des peuples indigènes est fondamentale pour la construction de l'unité nationale ». Cet accord a mis fin à 36 années d'une guerre civile qui a fait, selon le *Groupe d'Appui Mutuel* (GAM), 150 000 morts, 45 000 disparus, 100 000 veuves et 250 000 orphelins, en majorité parmi les Indiens. Rappelons que les 7 millions de Mayas représentent plus de 60 % de la population guatémaltèque et qu'il règne dans ce pays une situation d'apartheid tout à fait comparable à celle qui avait cours en Afrique du Sud. Cette paix signifie donc bien plus que la fin des combats et annonce une nation nouvelle où toute sa place sera donnée à la majorité indienne et où l'armée (dont les effectifs et le budget seront réduits d'un tiers dès cette année) sera subordonnée au pouvoir civil. Elle n'aura désormais pas d'autre fonction que la « défense de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale ». La discrimination ethnique est désormais considérée comme un délit et l'accord affirme que « le peuple du Guatemala est en droit de connaître pleinement la vérité sur les violations des droits de l'homme et les actes de violence ayant eu lieu durant le conflit armé », en vue du renforcement du processus de « réconciliation nationale et de démocratisation du pays ». L'accord souligne également que « le respect et l'exercice des droits politiques, culturels, économiques et spirituels de tous les Guaté-



maltèques est la base d'une nouvelle vie en commun, qui reflète la diversité de leur nation ». Les 23 langues maya sont désormais officielles, au même titre que l'espagnol et les enfants indiens pourront dorénavant fréquenter des écoles bilingues. Les adultes pourront également se défendre dans leur langue devant les tribunaux. Les religions des Indiens sont reconnues, ainsi que la propriété de leurs terres. Le gouvernement s'est engagé à mettre en place des mesures de développement rural, d'amélioration de l'accès à l'éducation et à la santé, et de réparation aux victimes de la guerre et des violations des droits de l'homme. Le million d'exilés et de déplacés, en majorité Indiens, recevront des aides pour retourner sur leurs terres d'origine. L'accord prévoit l'établissement d'un cadastre qui devrait mettre fin à l'usurpation des terres des Indiens, que ceux-ci pourront récupérer dans certains cas. D'autres, inexploitées ou en possession de l'État, pourront leur être attribuées. Il n'est toutefois pas question d'une réforme agraire, et Daniel Pascual, responsable du *Comité d'unité paysanne* (CUC), l'une des principales organisations indiennes, signale que le problème de la terre, répartie entre des millions de propriétaires de moins d'un hectare et quelques centaines qui en possèdent des milliers, est loin d'être résolu et que les paysans devront sans doute reprendre leurs luttes après ce « moment de réconciliation ».

Le peuple, unique triomphateur

La délégation de l'URNG qui a signé l'accord était composée de Pablo Monsanto, chef des *Forces Armées Rebelles*, de Carlos Gonzalez, chef du *Parti Guatémaltèque du Travail*, de Rolando Moran, chef de l'*Armée de la Guérilla des Pauvres* (qui reprit dès le lendemain son véritable nom de Ricardo Ramirez de Leon), et de Jorge Rosal, qui représentait le chef de l'*Organi-*

sation du Peuple en Armes, Gaspar Illom. Les dirigeants de l'URNG, sortis pour la première fois de la clandestinité dans laquelle ils vivaient depuis plus de trente ans, étaient arrivés le samedi 28 décembre à Guatemala Ciudad, acclamés par une foule de sympathisants à la tête de laquelle se trouvait Rigoberta Menchú, prix Nobel de la Paix 1992 et dirigeante indienne, membre du *Comité d'Action Paysanne*. Les chefs de l'URNG ont déclaré vouloir former un parti politique avec le soutien des syndicats. Les premières élections générales auxquelles les anciens guérilleros pourront participer sont prévues en 1999. Dans un discours prononcé durant la cérémonie de signature, le commandant rebelle Ricardo Ramirez de Leon avait déclaré que « la lutte armée était inévitable, mais avec la paix, le peuple s'est érigé comme l'unique triomphateur ». Des délégations de 29 pays ainsi que onze chefs de gouvernement étaient présents à la signature, notamment Jacques Toubon pour le gouvernement français, les présidents mexicain Ernesto Zedillo et vénézuélien Rafael Caldera, le président du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, le Premier ministre suédois Goeran Persson, et le secrétaire général de l'*Organisation des États Américains*, Cesar Gaviria. Le président américain, Bill Clinton, s'était fait représenter par l'un de ses plus proches collaborateurs. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général sortant de l'ONU, a engagé la communauté internationale à ne pas se détourner du pays pauvre qu'est le Guatemala, maintenant qu'il en a fini avec la guerre. Tout le week-end, des milliers de Guatémaltèques ont fêté la paix dans les rues de la capitale. Les manifestants ont rendu hommage aux 150 000 victimes de la guerre avant de se rassembler sur la place de la Constitution qui a connu, selon les radios, le plus grand rassemblement populaire depuis 1944. L'évêque de Zacapa, premier

médiateur dans les négociations, a planté "l'Arbre de la paix" dans le Parc Centenaire. L'archevêque du Guatemala, Mgr Prospero Penados, a estimé que cet accord de paix constituait « la seconde indépendance du pays » et a appelé l'ensemble des Guatémaltèques à « oublier le passé, à cicatriser les plaies et à entamer une nouvelle lutte, la lutte sociale et économique ».

Impunité des responsables de massacres ?

Dans un discours prononcé au Palais national lors de la cérémonie de signature, le président Alvaro Arzu a déclaré qu'« une fois la guerre terminée, un nouveau chapitre s'ouvre, peut-être plus difficile, mais plus prometteur et encourageant ». Après s'être réjoui de « la fin de la barbarie », il a demandé aux Guatémaltèques d'abandonner définitivement tout sentiment de vengeance et de revanche, en précisant toutefois qu'« il ne s'agit pas d'oublier, parce que le peuple a le droit de conserver sa mémoire de l'Histoire ». « C'est la première fois en Amérique latine, a-t-il ajouté, que les causes d'un conflit interne ne se résolvent pas par une amnistie de plein droit, qui aurait fermé les portes aux réclamations pour abus. » Il a rappelé que la loi de réconciliation nationale « permet à chaque citoyen de s'adresser à la justice pour faire la preuve que les dommages subis n'ont pas été directement liés au conflit armé » (en d'autres termes qu'il s'agit de dommages liés à des délits de droit commun perpétrés sous couvert du conflit). Il y a pourtant tout lieu de craindre que la loi de réconciliation nationale ne permette pas l'impunité des responsables de massacres. En effet, le texte déclare en substance que toute une catégorie de délits de droit commun (en bref ceux qui "directement, objectivement, intentionnellement et par hasard" ont une relation avec la perpétration de délits politiques et ceux pour lesquels il est démontré qu'ils n'ont pas eu lieu à des fins personnelles) ne seront pas pris en compte. Sur ce point, le texte exact de la loi est un chef-d'œuvre d'ésotérisme juridique qui permet une totale impunité pour la majorité des crimes commis durant le conflit (à l'exception des délits qualifiés d'imprescriptibles par le droit interne ou international). Le 8 janvier, l'*Alliance Contre l'impunité* a déposé un recours contre cette loi pour inconstitutionnalité.

Henri Manguy

sources : Collectif Guatemala

Une forme de démocratie

« Dans un discours en langue indienne, en vers, l'un des hommes explique le but de l'acte qu'il va accomplir. Dès qu'il a terminé son discours, il place le pot plein de braises sous le postérieur dénudé du nouveau chef. Dans son discours, il a expliqué que ce feu placé sous le derrière du chef dignement assis sur son siège officiel devait lui rappeler qu'il n'y est pas installé pour s'y reposer, mais pour travailler pour le peuple. Il doit demeurer vif et zélé même lorsqu'il est installé officiellement. En outre il ne doit pas oublier qui a glissé ce feu sous son séant, c'est à dire la tribu qui désignera le cacique de l'année à venir, et ceci pour lui rappeler qu'il ne doit pas se cramponner à sa place, mais la céder dès que son mandat sera écoulé, afin d'éviter un règne à vie ou une dictature qui serait néfaste au bien du peuple. S'il venait à s'accrocher à son poste, on lui mettrait sous les fesses un feu si grand et si long qu'il ne resterait rien de lui ni du siège. »

*Ces méthodes électorales hautement démocratiques se passent chez les Tzeltal du Chiapas et sont décrites dans
Gouvernement de B. Traven.*

EZLN : Armée Zapatiste de Libération Nationale

CCRI : Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène (commandement général de l'EZLN)

FZLN : Front Zapatiste de Libération Nationale (organisation zapatiste civile)

CNI : Congrès National Indigène (coordination indigène au niveau national)

CONAI : Commission Nationale de Médiation (indépendante du pouvoir, présidée par l'évêque du Chiapas, Don Samuel Ruiz)

COCOPA : Commission de Concorde et de Pacification (composée de députés mexicains et de représentants du gouvernement, chargée de la médiation entre le gouvernement et les zapatistes, et de l'organisation du dialogue de paix)

COSEVE : Commission de Suivi et Vérification des Accords

EPR : Armée Populaire Révolutionnaire (apparue en 95, principalement implantée dans le Guerrero)



AUTONOMIE INDIGÈNE

Le 1^{er} janvier 1994, le monde entier a été réveillé par un cri, lancé depuis les montagnes du Sud-Est mexicain, par les insurgés maya du Chiapas. Les Amérindiens regroupés au sein de l'*Armée Zapatiste de Libération Nationale* (EZLN) diffusaient aux quatre vents un *Ya Basta!* (Ça suffit!) à la mondialisation, à l'exclusion, à la mort.

Ce soulèvement mené par les survivants de 500 ans de colonisation a fait couler beaucoup d'encre. De nombreux journalistes, analystes, écrivains, voyageurs, tiers-mondistes, universitaires, révolutionnaires de tout poil se sont penchés sur cette nouvelle guérilla, qualifiée de "première guérilla du XXI^e siècle". Les zapatistes ont offert le mystère de leur masque à l'opinion publique internationale pour toute réponse. On les a vite qualifiés de castristes, de guevaristes, de maoïstes, d'anarchistes, de réformistes, d'indigénistes, etc. Mais l'EZLN n'est rien de tout cela, ou peut-être tout à la fois. Cette armée est issue du métissage de la résistance cinq-centenaire des indigènes et de la lutte des pauvres pour une véritable démocratie et contre la marginalisation.

Ce mouvement politico-militaire a surpris

par ses actions, par ses propos et par sa structure. Il est rare de voir une guérilla interrompre les combats quinze jours après le début des hostilités pour se mettre aux ordres de la société civile. Dans l'un des communiqués de l'EZLN on peut lire : « Nous autres, nous avons un beau jour décidé de devenir des soldats pour qu'à l'avenir les soldats ne soient plus nécessaires. »

Bien que les revendications de l'EZLN dépassent largement le cadre des doléances indigènes et paysannes sur la question de l'identité et des terres, il faut souligner que les Maya sont majoritaires à la tête du mouvement. Aujourd'hui, le seul accord passé avec le Gouvernement mexicain porte sur la question indigène et notamment sur le concept d'autonomie des communautés. Cet accord, concernant 56 ethnies, signé dans le village de San Andrés, est la pierre angulaire de la construction de la paix au Chiapas et dans le pays tout entier. La problématique autochtone ne s'exprime en effet pas seulement au Chiapas. Derrière l'EZLN, il y a plus de 11 millions d'indigènes, auxquels il faut ajouter des millions

de personnes, au Mexique et à travers le monde, qui se reconnaissent dans ses revendications pour « la paix, la justice et la dignité ».

Le Gouvernement mexicain a peur de l'élan de solidarité national et international en faveur des communautés indigènes insurgées, ainsi que de l'apparition de plusieurs guérillas dans le pays, comme au Guerrero. Le président Zedillo freine actuellement l'application des accords de San Andrés et cherche à laisser pourrir la situation.

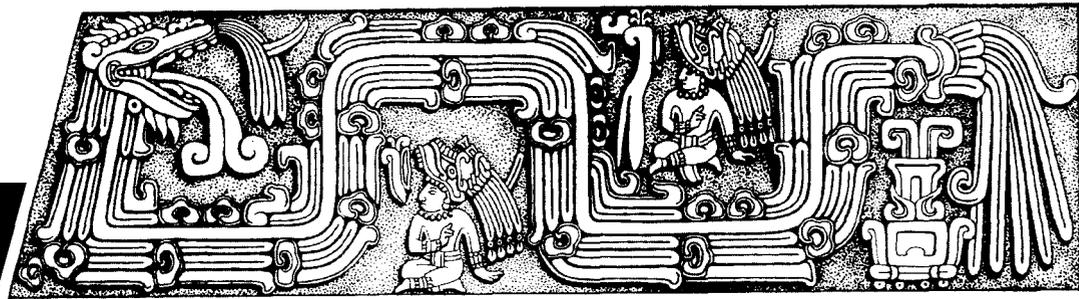
Chaque jour, des indigènes et des représentants de mouvements populaires sont victimes de la police, de l'armée fédérale et des escadrons de la mort, agissant en toute impunité dans une guerre dite de "basse intensité".

Cela n'empêche pas les indigènes du Mexique de lancer un appel à la solidarité internationale et de nous demander de rejoindre leur combat pour l'humanité. N'oublions pas que « le Chiapas se veut un monde où tous les mondes aient leur place! »

Sylvain Duez-Alesandrin

De

conquêtes en révolutions



Les relations entre le Mexique et ses populations autochtones ont toujours été ambiguës. D'un côté, la référence aux valeurs indigènes précolombiennes fonde l'identité nationale, de l'autre, les gouvernements successifs tentent d'assimiler ou d'exclure les Indiens, dont les structures communautaires sont souvent perçues comme un frein au développement économique. Un bref aperçu du passé éclaire le présent.

Depuis plusieurs siècles, Les empires Aztèque et Maya dominaient les terres du Mexique. Ils reposaient sur des sociétés différentes, complexes et hiérarchisées.

La première rencontre entre les Indigènes de la Mésoamérique et les Européens eut lieu en 1502. Lors de son 4^e voyage, Christophe Colomb entra en contact, près du Honduras, avec des Maya. Plus au nord, l'empire mexica-aztèque choisissait son nouvel empereur : Moctezuma.

La conquête espagnole

L'expédition de Francisco Hernandez, en 1511 et 1517, et celle de Juan de Grijalva, en 1518, permirent de nouveaux contacts. Des conflits éclatèrent et les Espagnols furent contraints à reprendre la mer.

Ce n'est qu'en 1519, avec le débarquement de Hernán Cortés et de ses troupes au Yucatán, que l'implantation des conquistadores commença véritablement. Cortés fut aidé par le prêtre Geronimo de Aguilar et Malintzin, une jeune Amérindienne qui fit office d'interprète. Les envahisseurs marchèrent sur Mexicó, la capitale de l'empire aztèque. La cité avait été érigée par les Mexica, venant des territoires du Nord. Le dieu aztèque Huitzilopochtli avait indiqué

aux bâtisseurs l'emplacement du site en envoyant la vision d'un aigle perché sur un cactus et dévorant un serpent. Cette scène figure aujourd'hui sur le drapeau mexicain.

Cortés, fort de ses armes à feu, de ses lames de fer, de ses cuirasses et de ses chevaux possédait aussi, sans le savoir, un avantage psychologique sur les Aztèques. En effet, il arriva dans la période calendaire du *Ce-Acatl*, qui devait marquer le retour de la divinité Quetzalcoatl (le serpent à plumes). Moctezuma hésita à envoyer ses troupes, craignant d'offenser les dieux. Les Espagnols s'attaquèrent aux habitants de Tlaxcala. Ceux-ci vaincus, se rallièrent aux conquistadores. Inquiet, l'empereur chercha à éviter l'affrontement. Il invita Cortés et ses hommes à Mexicó, les couvrit de somptueux présents et les installa dans un palais.

Cortés était à pied d'œuvre ! Il fit exterminer les prêtres aztèques. Il contraignit Moctezuma, par la torture et l'emprisonnement, à se soumettre au roi d'Espagne, avant de le faire assassiner en juin 1520. Cuauemoc, frère de l'empereur, engagea aussitôt la résistance. Après plusieurs revers militaires, il fut emprisonné, torturé, baptisé de force puis exécuté.



Cortés put enfin établir son règne sur la Nouvelle Espagne. Des missionnaires franciscains évangélisèrent les populations autochtones. L'acceptation de la religion catholique par les Amérindiens se fit en syncretisme avec les anciennes croyances. Ainsi, la Vierge de Guadalupe, patronne du

Mexique, est un avatar de Coatlicue (ou Tonantzin), la femme du dieu Quetzalcoatl.

De la conquête à la colonie

Les Espagnols avaient besoin de main d'œuvre, tant pour l'exploitation minière que pour la production agricole. L'effondrement démographique incita la couronne à prendre des mesures de sauvegarde. Dans ce contexte se situe l'action de Bartolomé de Las Casas, un prêtre dominicain qui militait pour un plus grand respect à l'encontre des habitants du "Nouveau Monde".

A la différence du Guatemala et du Pérou, le Mexique se construisit sur un métissage relatif favorisant l'émergence de trois classes distinctes : l'aristocratie *criolla* (espagnole), les Métis et les Amérindiens.

Les trois castes s'unirent contre le centralisme de la métropole espagnole. Ce mouvement d'opposition constitua la première expression politique du "nationalisme mexicain". Les intellectuels d'ascendance européenne mirent l'accent sur l'américanité et sur le passé précolombien. Ils commencèrent à désigner leur pays sous le nom de Mexique au détriment du vocable officiel Nouvelle Espagne.

Pendant ce temps, les communautés autochtones se repliaient sur elles-mêmes et élaboraient une "culture de résistance".

L'indépendance

C'est au nom de la vierge de Guadalupe-Tonantzin que le père Hidalgo lança la lutte pour l'indépendance du Mexique. Capturé par les Espagnols, il fut exécuté en 1811. De nombreux insurgés lui succédèrent, dont le fameux José Maria Morelos, un Métis qui lançait ses troupes au combat au cri de « Moctezuma » et « Cuauemoc ». Le Mexique obtint son indépendance et le pouvoir passa aux mains de l'aristocratie, aux dépens des classes métisses et amérin-

diennes. Les seuls avantages pour la population vinrent avec le Congrès de Chilpancingo (1813) et la Constitution d'Apatzingan (1814) qui supprimèrent l'esclavage et les différences statutaires entre les descendants d'Européens, les Métis et les Indiens. L'état mexicain mena une politique d'assimilation vis-à-vis des communautés autochtones dont l'existence lui semblait constituer un frein à l'essor économique.

Vers la révolution

Plusieurs Amérindiens marquèrent l'histoire du Mexique. Benito Juárez (zapotèque) mena une lutte victorieuse contre les troupes impériales françaises. Il devint, par la suite, le président de la fédération mexicaine.

La révolution de 1910, contre le dictateur Porfirio Diaz, fit des paysans issus des populations métisses et indigènes les principaux acteurs de l'histoire du pays. Ils furent menés dans le Nord par Francisco Villa (Yaqui) et dans le Sud par Emiliano Zapata (Nahua) (1).

La Constitution de 1917 qui émane de la révolution présentait un amalgame - non exempt de contradictions - entre les libertés individuelles (droit de la propriété privée) et les droits collectifs (en particulier la loi de la réforme agraire).



L'État consentit, après des luttes prolongées, à rendre aux communautés amérindiennes leur base agraire sous forme de terres communautaires (les *ejidos*, hérités du système traditionnel précolombien des *capulli*). Mais il tenta de "mexicaniser" les autochtones en essayant de faire disparaître leurs caractéristiques linguistiques et culturelles.

Résistance indienne

Depuis plus de 50 ans, le *Parti Révolutionnaire Institutionnel* (PRI) maintient les communautés amérindiennes dans la marginalisation. La crise de la fin des années 60 s'accompagne d'un renouveau des luttes indiennes. Dirigées dans un premier temps contre les grands propriétaires terriens, ces dernières s'orientent bientôt vers la reconnaissance officielle de leur identité en tant que peuple.

En 1974, le *Premier Congrès Indigène*, qui se réunit à San Cristobal de las Casas, dans le



Emiliano Zapata

Chiapas, marque un tournant dans les revendications. Rassemblés hors de la tutelle de l'État, avec le soutien de l'Église, les représentants amérindiens émettent des protestations qui débordent le cadre agraire traditionnel. Ils réclament la reconnaissance de leurs droits autochtones : respect de leurs langues, de leurs cultures et de leurs formes d'organisation sociale.

Petit à petit, les Amérindiens se radicalisent. La mobilisation indienne de 1992, dans le cadre de la commémoration des "500 ans de résistance" impulse une stratégie d'actions directes : récupération de terres ou organisation de la "marche des fourmis" - Xinic'h - qui, partie du Chiapas, a convergé vers la capitale le 12 octobre.

Cette radicalisation culmine le 1^{er} janvier 1994, jour d'entrée en vigueur de l'ALENA (2), par l'apparition au Chiapas de milliers d'insurgés maya, membres de l'*Armée Zapatiste de Libération Nationale* (EZLN). Cette rébellion s'est dressée contre la dictature du parti au pouvoir, la politique économique néolibérale du Président Salinas de Gortari et la réforme de l'article 27 de la Constitution, sur la propriété agraire et le système "ejidal".

La nouvelle perspective autochtone

La société mexicaine n'a pas fini d'absorber les contrecoups de l'insurrection de janvier 94. Le thème de l'autonomie territoriale, naguère réservé à des discussions d'universitaires et de leaders amérindiens, a été amené sur la place publique.

Pour les Amérindiens, bien que la commu-

nauté locale soit le lieu privilégié de la persistance autochtone, il ne saurait être question d'apporter des réponses isolées, alors que les problèmes exigent des solutions globales. Une de leurs propositions d'autonomie définit des "régions multi-ethniques", où seraient présents les divers groupes autochtones contigus et les non-Amérindiens qui y résident. Cette nouvelle organisation politique impliquerait la redéfinition de frontières entre municipalités et même entre États.

Il est significatif que les premières négociations aient eu pour thème : "Droits et Culture Indigènes". L'autonomie régionale fait désormais partie, avec la question de la terre, des revendications essentielles d'un mouvement qui est bien résolu à ne pas se contenter des habituelles promesses de développement. Quel que soit le cours des événements à venir, il est évident que les rapports entre la Nation et les douze millions d'autochtones du Mexique ne seront plus jamais les mêmes.

Sylvain Duez-Alesandrini

1. voir *Nitasinan* n°37, page 18.
2. *Accord de libre échange nord américain*, considéré par l'EZLN comme l'arrêt de mort des communautés indigènes.

Sources : - *Stolen Continents*, Ronald Wright, Ed. Penguin Books, 1992, Toronto

- *La révolution mexicaine*, Jesus Solva Herzog, Ed. Maspéro, 1977, Paris

- Un débat à plusieurs voix au Mexique, les Amérindiens et la Nation, Pierre Beaucauge, in *Recherches amérindiennes au Québec Vol. XXV, N°4, 1995, Montréal*

AIPIN, l'agence de presse amérindienne

En 1992, à la suite de la campagne continentale *500 ans de Résistance indigène, Noire et Populaire*, plusieurs journalistes amérindiens des trois Amériques ont créé la première agence de presse indienne : AIPIN.

AIPIN a son bureau principal au Mexique et travaille en étroite collaboration avec le *Congrès National Indigène* et les communautés zapatistes.

Pour plus de renseignements, écrivez en espagnol à l'adresse suivante : Agencia Internacional de Prensa India (AIPIN), Madero 67, Ops 605, 606 y 611, Col. Centro, México D.F. 06000, Mexique - Tél : 52 (5) 521 05 21 ou 52 (2) 521 60 84 - Fax : 52 (5) 751 85 73

L'Armée Zapatiste, pour un monde plus juste

L'EZLN est née de la fusion entre groupes de jeunes militants, issus de l'extrême gauche mexicaine et de leur rencontre avec les communautés indigènes et paysannes du Chiapas. Pendant plus de dix ans quelques métis venus des villes ont appris à vivre dans la montagne. Leur discours et leur mode de pensée rigide se sont transformés au contact de l'organisation politique communautaire des Maya. Cette évolution a ravivé la pensée zapatiste, illustrée par le slogan : « terre et liberté ! ».

Les atouts de l'EZLN sont sa structure, basée sur les assemblées, et la prose du célèbre sous-commandant Marcos qui, grâce à ses communiqués, a réussi à diffuser le message zapatiste, « tout pour tous, rien pour nous », aux quatre coins de la planète. L'EZLN comporte trois niveaux de participation : les bases d'appui, c'est-à-dire tous les habitants « civils » des communautés

zapatistes ; les miliciens, jeunes ayant reçu une formation militaire, qui sont mobilisables mais restent en temps normal dans les villages où ils remplissent des tâches d'auto-défense ; et les insurgés, qui sont les membres permanents de la structure militaire, et ne vivent pas dans les villages. Le nom d'insurgés vient des combattants de la révolution d'indépendance contre les Espagnols.

Une guérilla à la symbolique maya

Le commandement général de l'EZLN est assuré par le *Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène* (CCRI), formé de représentants élus des peuples indiens qui forment la base de cette armée. Les « commandants » qui en font partie n'ont aucune fonction militaire, ils forment une sorte de « gouvernement » qui, en plus de ses fonctions civiles et politiques, exerce, en accord avec les communautés, le commandement sur son armée.

Les villages rebelles qui forment la base de l'EZLN sont peuplés de Maya de six ethnies et langues différentes, tzotzil (surtout dans les montagnes des Altos de Chiapas), tzeltal (surtout dans la région d'Altamirano et les terres basses de la jungle), tojolabal (dans les terres basses du sud de la Lacandone), mais également chol (surtout dans le nord, vers la frontière avec le Tabasco), zoque (surtout vers la frontière est de l'État, à cheval sur le Chiapas, l'État d'Oaxaca et celui de Veracruz) et mam (dans la Sierra Madre, au sud de l'État, près de la frontière avec le Guatemala). Tous ces peuples ont vécu d'intenses mouvements migratoires au cours des dernières décennies, et sont tous présents, en plus de leurs territoires anciens, dans la jungle Lacandone, où le multilinguisme est relativement courant dans les villages. La symbolique indigène est intégrée au discours zapatiste. Par

exemple, dans les villages du Chiapas, le dieu « bon » de la tradition maya, *Votán*, « gardien et cœur du peuple », est identifié à Emiliano Zapata, et en général aux « hommes de maïs » et aux hommes vrais qui résistent et luttent pour la vie et la dignité, vivants ou morts.

Les insurgés zapatistes se réclament des « hommes et femmes chauves-souris », les ancêtres mythiques des Tzotzil, qui marchent la nuit et n'ont pas de visage.

Dans les *Sept messages à Marcos* (1), le commandant Tacho, représentant du peuple tojolabal et membre du CCRI fait référence aux emblèmes principaux de l'EZLN et leurs significations d'un point de vue indigène. Il fait référence au drapeau mexicain, au drapeau de l'EZLN, aux armes de la paix, au sang indigène, au maïs, à la terre et aux sept forces. Concernant le maïs, Tacho déclare : « Ce maïs porte la chair de notre peuple. Nous sommes les hommes et femmes de maïs, les fils et les filles des premiers dieux, des faiseurs du monde. Nous sommes le maïs qui alimente l'histoire, celui qui enseigne qu'il faut commander en obéissant. Ce maïs est celui qui soulage en souffrant les souffrances de tous nos frères. »

Outre son originalité, le zapatisme est porteur d'une nouvelle conception politique qui désire, plus que tout, l'établissement d'une véritable « démocratie, justice et liberté » au Mexique, mais aussi dans le monde entier. Afin de créer un futur meilleur, l'EZLN en appelle au système des assemblées et à la discussion directe. Le message zapatiste est d'« inclure au lieu d'exclure » et de « commander en obéissant ». Il serait non avenu de ne vouloir donner à ces événements qu'un caractère local, car le Chiapas se veut un miroir. Le Chiapas se veut le reflet d'« un monde où tous les mondes aient leur place ».

Sylvain Duez-Alesandrini

sources : Ya Basta - Tome 2, Vers l'internationale zapatiste, Ed Dagorno

1. Se reporter au communiqué du 17 novembre 1994, in *Les sept messages de Tacho à Marcos*, traduit en français dans *Ya Basta - Tome 2*.

L'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) est apparue au grand jour le 1^{er} janvier 94. Structure clandestine organisée depuis plus de dix années dans la jungle Lacandone, elle a réussi, grâce à son message néo-zapatiste, à apporter les bases d'une nouvelle conception politique.



Les petites pierres blanches...

1er janvier 1994 : le jour d'entrée en vigueur de l'ALENA, une guérilla jusque-là inconnue, presque entièrement composée de Maya du Chiapas, l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) occupe la ville de San Cristóbal de Las Casas, ainsi que les villages de Las Margaritas, Altamarino, Ocosingo et Chanal. Les insurgés placardent sur les murs une déclaration de guerre au gouvernement mexicain : la *Déclaration de la selva Lacandona*. En onze points, ils réclament la terre pour ceux qui la travaillent, l'accès à l'éducation et à la santé, la démocratie, la justice, la liberté, la dignité pour tous et toutes, le respect des populations et cultures indigènes...

Du 1er au 12 janvier : l'EZLN parvient à occuper jusqu'à huit communes, qu'elle abandonne successivement pour se retirer dans la *selva Lacandona* devenue territoire zapatiste, non sans avoir saccagé les bâtiments abritant les autorités légales et vidé les prisons. L'armée fédérale mexicaine contre-attaque, bombarde et terrorise la population civile, tuant plusieurs centaines de personnes. On ne compte pas les nombreuses violations des droits de l'homme et des droits des peuples indigènes.

12 janvier : près d'un million de personnes manifestent à Mexico afin de soutenir les revendications de l'EZLN et la fin de cette guerre. Le gouvernement réagit en décrétant un cessez-le-feu et l'ouverture d'un dialogue avec les rebelles zapatistes.

21 février : ouverture des pourparlers, qui se dérouleront à la cathédrale de San Cristóbal de Las Casas. A la fin de ceux-ci, la délégation de l'EZLN retourne dans la *selva* afin de consulter les communautés indiennes zapatistes.

12 juin : après plusieurs mois de discussions dans les communautés, l'EZLN annonce le rejet des propositions du Gouvernement et appelle à la tenue d'une *Convention Nationale Démocratique* (CND).

6 août : ouverture de la *Convention Nationale Démocratique* au cours de laquelle l'EZLN appelle la société civile à s'organiser contre le gouvernement mexicain.

25 août : comme toujours depuis plus de soixante ans, le PRI remporte l'élection présidentielle, ainsi que celle de gouverneur du Chiapas. Dans cette province la résistance

civile s'organise : occupation par des indiens de plusieurs mairies et récupération de nombreuses terres appartenant plus ou moins légalement aux grands propriétaires.

10 octobre : devant l'impuissance du mouvement civil national, l'EZLN annonce qu'elle reprend son autonomie par rapport à la CND et rompt tout dialogue avec le gouvernement. De nombreuses municipalités du Chiapas se déclarent rebelles...



19 décembre : l'EZLN s'empare pacifiquement de 38 communes, puis regagne dix jours plus tard ses positions dans la montagne. Cette action de force entraîne une crise économique nationale.

Janvier/février 1995 : afin de palier la crise monétaire, le gouvernement mexicain fait appel à l'aide internationale. Devant les menaces d'extension de la crise à l'ensemble des marchés financiers, les USA acceptent d'injecter 50 milliards de dollars dans l'économie mexicaine en échange de garanties sur les réserves pétrolières du pays.

9 février : le gouvernement annonce qu'il connaît l'identité de Marcos et des dirigeants de l'EZLN, lance contre eux des mandats d'arrêt et déclenche une vaste offensive militaire. En quelques jours, 40 000 soldats déferlent sur le Chiapas. L'EZLN se replie sans combattre et disparaît dans les montagnes. Une bonne partie de la population des communautés se réfugie avec les zapatistes dans la *selva*. Aucun des dirigeants de l'EZLN n'est arrêté.

10 mars : le parlement mexicain adopte une "loi d'amnistie" qui prévoit la suspension des mandats d'arrêt contre les dirigeants de l'EZLN afin de « relancer le dialogue ».

8 juin : l'EZLN lance une "consultation nationale et internationale", du 27 août au 13 septembre, qui recueille près d'un million trois cent mille réponses.

12 septembre : un accord est conclu entre l'EZLN et les représentants du gouvernement sur les thèmes de négociation : "droits et cultures indigènes", "démocratie et justice", "bien-être et développement" et "droits des femmes".

17 octobre : les discussions commencent dans le Chiapas, à San Andrés Larrainzar, rebaptisé San Andrés Sacamch'en de Los Pobres par les Maya.

1^{er} janvier 1996 : l'EZLN annonce la création du FZLN (*Front Zapatiste de Libération Nationale*), organisme civil et politique autonome.

16 février : signature entre l'EZLN et les représentants du gouvernement des accords de San Andrés Sacamch'en concernant « l'autonomie et l'autodétermination des communautés indigènes du Mexique ».

27 juillet au 3 août : première *Rencontre internationale pour l'humanité et contre le néolibéralisme*, organisée au Chiapas par les communautés zapatistes (voir p. 26).

8 au 12 octobre : tenue à Mexico du premier *Congrès Nationale Indigène* en présence de la Commandante Ramona (voir p. 21).

Décembre 96 - Janvier 1997 : le gouvernement mexicain pinaille sur l'application des accords de San Andrés, surtout en ce qui concerne les changements constitutionnels. Cette trahison interrompt le dialogue.

28 juillet au 2 août 1997 : la seconde *Rencontre Internationale pour l'humanité et contre le néolibéralisme* doit se dérouler en Espagne. (voir p.29)

Sylvain Duez-Alesandrini

sources : documents du CSPCL et Ya Basta !

La plupart des photos de ce dossier font partie d'une exposition réalisée par le **Colectivo de Solidaridad con la Rebelión Zapatista** de Barcelone (adresse p. 29).

Vous pouvez les retrouver, et bien d'autres, (en couleurs, format 16 x 24 cm) dans les **calendriers 1996 et 1997** en soutien aux zapatistes.

Le calendrier 1997
« **Nous sommes vous-mêmes, derrière nous, il y a vous...** »
est toujours disponible
(40 F, port compris) auprès de :
CSPCL
33 rue des Vignoles, 75020 Paris

Autoportrait

Les femmes représentent plus de 35 % des effectifs de l'EZLN. Disciplinées, joyeuses et très coquettes, la plupart ont un grade car elles se montrent souvent plus responsables que leurs camarades masculins. Le désir de vivre illumine le visage de la capitaine Silvia, dix-huit ans seulement, de l'ethnie Chol.

J'ai quatre frères et sœurs. Je travaillais aux champs, je n'ai pas fait d'études. Dans ma communauté, il y avait une école en bois et en paille. Les institutrices venaient de temps à autre, se contentaient de compter les élèves et s'en allaient, ils ne faisaient pas cours. C'est pour ça que la plupart des enfants ne faisaient pas d'études. Quelques uns, peu nombreux, allaient dans un autre village où l'école fonctionnait.

Mon "ejido" est très pauvre, il n'y a rien. J'aidais ma mère. Ma famille vit dans la misère, sans argent, sans rien. Si les enfants tombent malades, on ne peut aller nulle part, il n'y a ni route ni médecin. Il faut transporter les malades pendant huit heures de marche. Ils en meurent. Ce n'est pas juste que ceux qui souffrent de fièvre ou de maladies curables en meurent. Les femmes n'ont rien, elles travaillent à la maison, elles portent le bois, elles font les "tortillas" (1) et préparent les repas, elles aident leur mari à nettoyer la "milpa" (2) et s'occupent des enfants. Quelques-unes, celles qui arrivent à comprendre, participent aux réunions des communautés.

J'ai su très tôt qu'il y avait une organisation armée : l'EZ (3). Quelqu'un m'en avait parlé. Je me suis mise à réfléchir aux onze points pour lesquels lutte l'EZ et c'est pour cela que j'ai été fière d'entrer ici. Personne n'y vient uniquement par plaisir. Nous sommes exploités par le gouvernement, par ceux qui ont le pouvoir. Dans mon village, nous n'étions pas tous avec l'EZ et, en 1990, on nous a trahis. Environ cinq cent fédéraux sont arrivés, ils ont trouvé des armes. Ils voulaient savoir qui était le chef, qui faisait bouger l'"ejido". Il y en a un qui a parlé, il a donné des noms. Les militaires ont fait des prisonniers. Quelques-uns d'entre nous ont pu se cacher. Mais les fédéraux ont emmené les dirigeants et certains n'ont pas réapparu. Les soldats ont cherché ceux qui ont fui dans la montagne. Ils ont dû en tuer certains parce qu'il y en a quelques-uns que je n'ai plus revus. Des camarades nous ont emmenés dans une maison sûre de San Cristóbal où j'ai bien réfléchi à ce que j'allais faire. Et j'ai demandé à aller dans la montagne (4). Je savais que c'était un sacrifice, mais c'était le moment de faire un choix et c'est pour cela que je suis ici. Je n'ai pas revu ma famille depuis 1989, ils ne savent pas où je suis. L'armée contrôle l'"ejido" à présent. Je me sens fière d'être ici, dans l'EZLN, car c'est nécessaire. De plus, ici, on s'instruit. Chez soi, on ne fait que travailler et on n'apprend rien. C'est pour ça que c'est mieux, pour le bien de notre peuple, de venir ici et de prendre les armes. Avant, je ne savais pas l'espagnol, je ne parlais que le chol. Ici, ils m'ont tout appris. Et je continue.

Capitaine Silvia, de l'EZLN

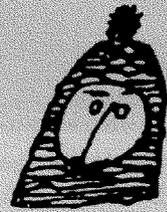
Propos recueillis par Guiomar Rovira et publiés en français in *Zapata est vivant !* Éditions Reflex, Paris, 1995.

1. Galettes de maïs
2. Parcelle de terre familiale cultivée par les Indiens
3. Armée Zapatiste de Libération Nationale, EZLN.
4. Zone de guérilla zapatiste.



Jeune Maya membre de l'EZLN

Qui est Marcos ?



« Marcos est gay à San Francisco, noir en Afrique du Sud, asiatique en Europe, chicano à San Isidoro, anarchiste en Espagne, palestinien en Israël, indigène dans les rues de San Cristóbal, bande de voyous à Neza, rocker dans une cité universitaire, juif en Allemagne, féministe dans les partis politiques, communiste dans l'après-guerre froide, prisonnier à Cintalapa, pacifiste en Bosnie, Mapuche dans les Andes, artiste sans galerie ni portefeuille, maîtresse de maison un samedi soir dans n'importe quelle ville de n'importe quel Mexique, guérillero dans le Mexique du XX^e siècle, gréviste à la CTM (1), journaliste bouche-trous dans les pages intérieures, machiste dans le mouvement féministe, femme seule dans le métro à 22 heures, retraité qui fait le piquet au zócalo (2), paysan sans terre, éditeur marginal, ouvrier au chômage, médecin sans cabinet, étudiant non conforme, dissident du néolibéralisme, écrivain sans livres ni lecteurs, et, pour sûr, zapatiste du Sud-Est mexicain. Finalement, Marcos est un être humain quelconque de ce monde. Marcos est toutes les minorités non tolérées, opprimées, qui résistent, qui explosent et disent « ¡Ya Basta ! » (Ça suffit !). Tout ce qui est minorité au moment de parler et majorité au moment de se taire et de tenir bon. Tous les exclus qui cherchent la parole, leur parole, quelque chose qui rende la majorité aux éternels fragmentés, nous. Tout ce qui dérange le pouvoir et les bonnes consciences, tout cela est Marcos. »

Sous-commandant insurgé Marcos

(Communiqué du 28 mai 1994, post-scriptum majoritaire déguisé en minorité non tolérée)

1. Confédération des travailleurs mexicain
2. Nom donné, au Mexique, aux places centrales des villes et des villages.

Les "Aguascalientes", espaces de liberté

Les communautés insurgées indiennes du Chiapas ont impulsé la création de lieux indépendants, modèles de démocratie directe. Faisant référence à la révolution mexicaine, ces espaces de liberté se sont proclamés "Aguascalientes".

En août 1994, quelques mois après le début de leur soulèvement, les zapatistes invitaient la société civile mexicaine à une *Convention nationale pour la démocratie*. Hommes et femmes indien(ne)s avaient construit dans le petit village de Guadalupe Tepeyac, au beau milieu de la forêt lacandonne, un immense lieu de réunion, avec les moyens du bord - rondins, toiles et bouts de ficelle - pour accueillir 6 000 personnes. Les zapatistes avaient fait don à la société civile de cet espace de rencontre dont elle manquait cruellement. Elles/ils l'avaient baptisé *Aguascalientes*, en souvenir de la ville où avait eu lieu la première convention révolutionnaire de 1914.

En février 1995, lors de l'offensive surprise de l'armée fédérale, les soldats se sont acharnés sur l'*Aguascalientes* zapatiste. Ils ont rasé les gradins, la tribune, la clinique et la petite bibliothèque pour installer à la place un de leurs plus grands campements militaires, pendant que la population disparaissait dans la forêt.

Pour le deuxième anniversaire du soulèvement, surprise : dans le petit village d'Oventic, dans les Altos de Chiapas un nouvel *Aguascalientes* est inauguré. Symbole de résistance et de dignité, et quel symbole ! Les Indien(ne)s ont charrié la terre, les cailloux, les rondins, la palme sur leur dos, entre les blindés de l'armée impuissants à empêcher les communautés de manifester à nouveau leur volonté de paix et de dialogue. Ce ne sont pas 60 000 soldats présents dans le Chiapas qui ont pu dissuader les communautés de La Garrucha, Roberto Barrios, Morelia et la Realidad de construire au début de 1996 quatre nouveaux *Aguascalientes*. Ils n'ont pas pu empêcher non plus 3 000 personnes du monde entier de se réunir cet été dans ces cinq *Aguascalientes* pour la *Première rencontre intercontinentale contre le néolibéralisme et pour l'humanité*, à l'invitation des zapatistes (voir p. 26).

Les cinq *Aguascalientes* sont un gigantesque

piéd de nez au gouvernement mexicain, qui prétend que les Indiens et les Indiennes sont incapables de se débrouiller seuls et tente de les affamer et de les réduire. Les

Aguascalientes ont abrité non seulement la rencontre intercontinentale, mais aussi le deuxième *forum national indigène*, ainsi que des réunions du mouvement des endetté(e)s du Barzón. Ils sont ouverts à qui veut s'y réunir, rencontrer les gens des communautés en résistance et constater leur dignité, la force de leur organisation collective et leur hospitalité - au milieu des campements militaires.

Des "Aguascalientes" près de chez vous.

Mais ces nouveaux *Aguascalientes* sont plus qu'un lieu de rencontre. Les zapatistes souhaitent qu'à partir de ces cinq lieux, se développe le projet civil des communautés : cliniques, écoles, bibliothèques, espaces culturels, radios communautaires. Elles/ils ne veulent pas un sou du gouvernement. Les *Aguascalientes* fonctionneront avec l'énergie des communautés et des personnes solidaires du monde entier. Un communiqué du 29 septembre 1995 explique : « Nous voulons démontrer que le peuple peut se suffire à lui-même, sans l'aide du gouvernement. Nous voulons que vous nous aidiez à maintenir bien droit le drapeau zapatiste, dans beaucoup de villages, le drapeau de la dignité zapatiste. Si le gouvernement veut nous attaquer, il ne devra plus détruire un seul, mais beaucoup d'*Aguascalientes* : il devra détruire des écoles, des bibliothèques, des hôpitaux, des parcs de jeux, des théâtres, des cinémas, des salles de bal. Il devra montrer au monde son vrai visage : un visage



Femmes des communautés zapatistes dans les "Aguascalientes"

d'assassin de tout ce qui a nom humanité. » En solidarité avec l'initiative des communautés indiennes en rébellion, des *Aguascalientes* sont apparus à Mexico, à Tijuana, à Barcelone ou à Paris. Les zapatistes invitent à en créer d'autres, partout où les gens veulent se rencontrer et résister. Elles/ils invitent aussi les gens à se mettre en contact directement avec les cinq *Aguascalientes* du Chiapas, pour toute proposition de solidarité directe à élaborer avec les communautés. Différents projets sont à l'étude : jumelages, installation de l'électricité, échanges avec les réseaux de radios libres en vue de la création d'un système de radios communautaires indiennes, construction d'espaces de jeux pour les enfants, d'écoles. Sous réserve de l'évolution de la situation militaire, il est relativement facile de s'y rendre - ou d'en ouvrir un près de chez vous.

Erika Julien, Collectif Ya Basta ! Paris

Pour tout contact (à Mexico) :
Front Zapatiste de Libération Nationale (FZLN) / Gloria Benavides :
E Mail : 74 174. 1671@compuserve.com
Tél/Fax : 00 (52-5) 515 85 25
ou 00 (52-5) 584 34 89

Les communautés insurgées zapatistes lancent un appel urgent. Encerclés par l'armée qui détruit leurs récoltes, les Maya ont besoin d'argent pour se procurer du maïs. Envoyez vos dons à la CIMADE, 176 rue de Grenelle, 75007 Paris - n° de compte : CCP 4088 877 Y. Paris (mention "Chiapas")

Cinq cent trois ans après, l'ethnocide continue.

Le 12 octobre, jour anniversaire de la "découverte" de l'Amérique par Colomb en 1492, est fêté au Mexique sous le nom ambigu de "Día de la Raza" - Jour de la Race - allusion au caractère métis de la culture nationale. Cette journée est devenue une date clé pour les commémorations et mobilisations indigènes depuis le cinquième centenaire de 1992. Le 12 octobre 1995, cinq cent trois ans après l'arrivée des conquistadores, le Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène - Commandement Général de l'EZLN a diffusé le communiqué suivant, soulignant la perpétuation de l'ethnocide au Mexique.

Au peuple du Mexique, aux peuples et gouvernements du monde.

Frères,

nous nous souvenons aujourd'hui des plus grands de nos aïeux, ceux qui entreprirent la longue lutte de résistance contre la superbe du pouvoir et la violence de l'argent. Ce sont eux, nos ancêtres, qui nous ont enseigné qu'un peuple qui connaît l'honneur est un peuple qui ne se rend pas, qui résiste, qui est digne. Ce sont eux qui nous ont appris à être fiers de la couleur de notre peau, de notre langue, de notre culture. Plus de cinq cents ans d'exploitation et de persécution n'ont pu nous anéantir. Nous avons résisté parce que c'est avec notre sang que se bâtit l'histoire. La noble nation mexicaine repose sur nos os. S'ils nous détruisaient, le pays tout entier sombrerait et se mettrait à dériver sans cap ni racines. Prisonnier de ses ombres, le Mexique, en niant son passé, nierait son futur.

Aujourd'hui, nous sommes une partie fondamentale d'un pays dont les gouvernants sont fascinés par l'étranger et considèrent notre passé avec mépris et répugnance. Pour eux nous sommes une gêne, un obstacle qu'il convient d'éliminer en silence. Leur cruauté prend à présent la forme de la charité ; la mort cherche des chemins moins sonores, elle cherche l'obscurité complice et le silence qui occulte. Déjà auparavant ils ont tenté de nous exterminer. Différentes doctrines ont été employées pour donner à l'ethnocide une apparence acceptable.

Aujourd'hui, le voile maladroit duquel ils prétendent recouvrir leur crime s'appelle néolibéralisme et il représente la misère et la mort pour les natifs de ces sols et pour tous les êtres à la peau différente, mais de cœur indigène, et que nous appelons Mexicains. Aujourd'hui, la persécution des indigènes rebelles par les conquistadores modernes se répète. Les envahisseurs modernes de nos

terres sont au gouvernement suprême. Ils poursuivent ces indigènes qui s'abritent sous le drapeau de l'étoile rouge aux cinq branches, le drapeau de l'*Armée Zapatiste de Libération Nationale*. Cependant, la mort que décrète le puissant ne poursuit pas seulement les zapatistes, mais tous les indigènes mexicains, y compris ceux à la peau claire : nos frères du Guerrero souffrent de l'arbitraire d'un vice-roi soutenu par le centre (1) ; nos frères au Tabasco subissent la loi de l'argent sale du narcotrafic ; dans les États de Veracruz, de Oaxaca, d'Hidalgo et de San Luis de Potosí le sang brun est pourchassé par des caciques déguisés en gouvernants ; au nord, nos frères indiens payent de mort et de pauvreté l'empire des drogues et du crime qu'a édifié le mauvais gouvernement ; au centre et à l'ouest du pays, la brutalité et le mépris se cachent derrière le mot "progrès".

Le serviteur du puissant sourit en négociant à l'étranger le prix de la patrie. L'orgueilleux pense qu'il a gagné et qu'il n'y a plus de Mexicains dignes sous ces cieus. Il pense que la mort achèvera ce que l'oubli et le silence ont fait taire. Ils offrent une nation d'ombres, docile et humiliée. Ils cherchent un prix pour ce qui ne s'achète pas : la dignité mexicaine.

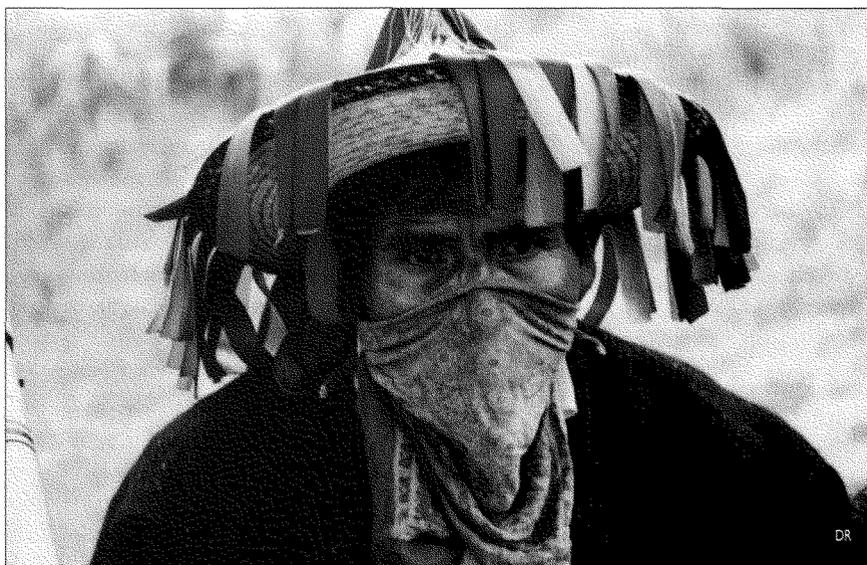
Le sang indien est un élément nourricier du sang mexicain. La couleur de peau ne fait

pas l'indigène, mais la dignité et la lutte permanente pour devenir meilleurs. Frères, nous le sommes tous, nous qui luttons, quelle que soit la couleur de notre peau ou le parler que nous apprenons en marchant. (...) Les plus anciens aïeux racontent qu'ils ont reçu en cadeau la parole et le silence pour se faire connaître et pour toucher le cœur d'autrui. C'est en parlant et en écoutant que les hommes et les femmes vrais apprennent à marcher. La parole est la façon de regarder à l'intérieur de soi. La parole est le pont pour traverser vers l'autre.

Tuons le silence !

Le silence est ce qu'offre le puissant à notre souffrance pour nous rendre petits. Silencieux comme nous le sommes, nous restons très seuls. En parlant, on soulage la souffrance. Nous parlons et nous trouvons l'accompagnement. Le puissant emploie la parole pour imposer son empire de silence. Nous employons la parole pour nous renouveler. Le puissant emploie le silence pour cacher ses crimes. Nous employons le silence pour nous écouter, pour nous toucher, pour nous connaître.

Voilà l'arme, frères. Murmurons la parole. Parlons la parole. Élevons la parole et par elle, brisons le silence des nôtres. Tuons le silence, vivons la parole. Laissons seul le





puissant dans ce que le mensonge dit et tait. Unissons-nous dans la parole et dans le silence libérateurs.

Aujourd'hui, 12 octobre, cela fait cinq cent trois ans que la parole et le silence du puissant ont commencé à mourir.

Aujourd'hui, 12 octobre, cela fait cinq cent trois ans que notre parole et notre silence ont commencé à résister, à lutter, à vivre.

Aujourd'hui, cinq cent trois ans après avoir commencé, nous sommes toujours là. Nous sommes plus nombreux et meilleurs. Nous avons déjà beaucoup de couleurs et nombreuses sont les langues qui disent notre parole.

Aujourd'hui, il n'y a pas de honte dans notre cœur pour la couleur de notre peau ou la langue que nous parlons. Aujourd'hui, nous disons que nous sommes Indiens comme si nous disions que nous sommes des géants. Aujourd'hui, cinq cent trois ans après que la mort étrangère a voulu nous écraser de silence, nous résistons et nous élevons la voix. Aujourd'hui, cinq cent trois ans après, nous sommes vivants... Vive les indigènes mexicains !
 Démocratie ! Liberté ! Justice !

*Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain,
 Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène-
 Commandement Général de l'EZLN*

*Source : Communiqué du 12 octobre 1995,
 extrait de ¡ Ya Basta !, Tome 2, Vers l'interna-
 tionale zapatiste*

1. Rubén Figueroa, ancien gouverneur du Guerrero soutenu par le gouvernement fédéral et la "vieille garde" du PRI, est l'un des responsables du massacre d'Agua Blanca, le 28 juin 1995, au cours duquel l'armée fédérale mexicaine avait assassiné quinze représentants indigènes, membres d'une organisation paysanne indépendante. Ce n'est qu'après la diffusion de la vidéo du massacre à la télévision que Rubén Figueroa avait daigné démissionner de son poste, sans qu'il soit pour autant jamais interpellé par la justice.

De Oka à Tepoztlán...

Après la fameuse affaire du golf d'Oka, en 1990, qui avait entraîné un affrontement armé de 78 jours entre les guerriers mohawk et la police provinciale québécoise, soutenue par l'armée fédérale canadienne, c'est maintenant le projet de construction d'un club de golf qui a servi de détonateur à la révolte de la communauté nahua de Tepoztlán, à 70 kilomètres de Mexico.

Le 4 septembre 1995, les habitants de Tepoztlán ont saboté la cérémonie officielle organisée par le gouverneur de l'État du Morelos, qui prétendait donner une apparence de légalité à la construction d'un terrain de golf dans leur village. Pour le consortium immobilier KS, c'était une affaire juteuse, mais elle menaçait de priver d'eau une partie de la population. La foule en colère a chassé le maire, la télévision pro-gouvernementale et la police venue en renfort. Par la suite, un nouveau conseil communal a été élu. Représentatif des divers quartiers, il échappait à toute influence des partis politiques. Le village de Tepoztlán s'est alors proclamé insurgé et s'est retranché à l'abri de barrages et de barricades.

Suite à une provocation armée, les quatorze élus du village ont été accusés de crimes graves et quatre d'entre eux croupissent en prison sans avoir été jugés, faute de preuves. Toutes les tentatives du gouverneur pour imposer de nouvelles élections se sont heurtées au refus des habitants.

Le 10 avril 1996, alors qu'ils commémoraient le 77^e anniversaire de la mort d'Emiliano Zapata, les habitants du *municipio libre de Tepoztlán* ont été attaqués par une unité spéciale de la police. Bilan : un mort, plusieurs blessés graves, une vingtaine de personnes arrêtées, puis relâchées. Le 13 avril, le journal *Diario de Morelos* annonçait que « le projet du club de golf (était) annulé ». La communauté de Tepoztlán est à ce jour autonome, libre de toute autorité étatique, le pouvoir de décision étant réservé à l'Assemblée populaire, issue du *Comité d'Union Tépoztèque*.

*Adaptation d'un texte publié dans le tome 2 de
 Depuis les montagnes du sud-est Mexicain...,
 Éditions de l'insomniaque*

Terreur dans la sierra

Tarahumara et Tepehuan vivent sur les hautes terres de montagne et dans les vallées escarpées de la Sierra Madre occidentale, dans l'État de Chihuahua, au nord du Mexique (voir *Nitassinan* n°22, dossier Tarahumara). Ils trouvent dans la forêt des centaines de plantes sauvages pour leur alimentation et leur médecine traditionnelle, et cultivent 20 variétés de maïs. Quoiqu'ils vivent en *ejidos*, la majorité n'ont pas de titre de propriété sur leurs terres.

Le fragile écosystème dont ils dépendent est aujourd'hui gravement menacé par les contrats illégaux conclus entre compagnies forestières, colons et politiciens locaux décidés à céder les terres des Indiens sans leur consentement. « Les riches métis abattent les pins et les emportent. Ils vivent dans de grandes maisons et possèdent de gros camions. Mais les Tarahumara n'ont absolument rien. Nous sommes de plus en plus pauvres, parce qu'ils prennent nos terres et qu'ils arrachent tout. »

Ces terres sont en outre extrêmement pro-

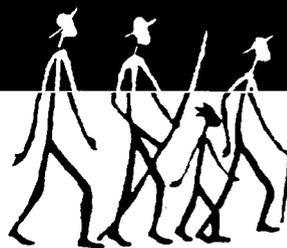
pices à la culture du pavot, et le cartel de la drogue de Chihuahua ne recule devant aucun moyen pour s'emparer des espaces cultivables en bordure de la frontière américaine. Impuissants, les Indiens sont confrontés à une violence inouïe. Ceux qui résistent sont enlevés, torturés et assassinés ; en moyenne trois Amérindiens sont tués chaque semaine. Mais les autorités ferment les yeux puisqu'un grand nombre de militaires, policiers et politiciens locaux sont impliqués d'une façon ou d'une autre dans le trafic.

En revanche, les Indiens qui réclament la reconnaissance de leurs droits sont systématiquement emprisonnés. Les prisons surpeuplées de l'État détiennent une très large population amérindienne.

Source : Survival International

Protestez contre cette situation en écrivant à M. F. Barrio Terrazas, Gobernador constitucional de Chihuahua, Palacio del Gobierno, Calle Aldama y Vicente Guerrero, 31000 Chihuahua, Chih., Mexique, Fax : 521 416 07 19

Non-violence désespérée au Guerrero



Marcelino Diaz de Jesus, membre de l'équipe d'opération du Conseil guerrerense 500 ans de résistance indigène, participait le 22 juin 1996 à la table-ronde organisée par Nitassinan en marge des Rencontres internationales des communautés amérindiennes de l'Assemblée nationale à Paris (voir Nitassinan n° 45) Le discours que nous publions ici avait été prononcé au Mexique sur le thème fédérateur des résistants indigènes mexicains : **“Plus jamais un Mexique sans nous !”**

Le Conseil Guerrerense 500 ans de Résistance Indigène (CG500ARI), fondé le 14 septembre 1991, représente 400 communautés indiennes amusgo, mixtèque, nahua et tlapanèque et lutte pour nos droits déniés depuis plus de 500 ans et pour une amélioration du niveau de vie de nos communautés. Dans le cadre des festivités de la mal-nommée “Rencontre de deux mondes ou Découverte de l'Amérique”, nous avons élaboré tout un processus d'organisation et de propositions sous la forme d'un *Conseil Mexicain 500 ans de Résistance Indienne, Noire et Populaire*, qui a trouvé sa meilleure expression dans la marche organisée du 2 au 12 octobre 92 depuis la ville de Chilpancingo jusqu'au Zocalo [place centrale] de Mexico. À l'issue de cette *Marche pour la Dignité et*

la Résistance Indienne, nous avons pu dialoguer, le 13 octobre 1992, avec le président Carlos Salinas de Gortari et nous lui avons soumis un ensemble de 800 revendications parmi lesquelles : adduction de l'eau potable, électrification, construction d'écoles, ouverture de chemins ruraux, construction de ponts, de cliniques, de bâtiments publics, reconnaissance pleine et entière de nos droits indigènes, abandon du projet de centrale hydroélectrique de San Juan Tetelcingo.

Le temps a passé, et toujours rien ! 1993 a été déclarée “Année Internationale des Peuples Autochtones” par les Nations-Unies sans que soit satisfaite aucune de nos

revendications. Mais nous avons organisé le *Premier Congrès d'État des peuples indigènes du Guerrero*, auquel plus de 3000 indigènes amusgo, mixtèque, nahua et tlapanèque ont participé autour de cinq tables de travail sur la Terre-Mère, la culture, les droits indiens, l'organisation et le développement. (...)

C'est dans ce contexte que nous nous sommes réveillés, le 1^{er} janvier 94, dans un pays en proie à une insurrection armée, menée principalement par des Indiens, réunis sous le nom d'*Armée Zapatiste de*

Libération Nationale (EZLN).

Ayant réalisé qu'en 93 on nous avait seulement renvoyés d'administration en administration sans tenir compte des accords signés, nous avons décidé de marcher à nouveau sur le centre de la capitale pour réitérer nos demandes particu-

lières et appuyer l'EZLN, qui luttait pour des demandes similaires, bien qu'avec des méthodes tout à fait différentes. Ainsi, le 21 février 1994, nous sommes repartis de Chilpancingo pour une *Marche de la paix et de la dignité des peuples indiens* qui est arrivée le 24 mars à Mexico. À l'issue d'une entrevue avec le président de la République, nous avons signé des accords très précis sur la base d'une aide de 23 millions de Pesos (1) pour des ouvrages d'infrastructure et de service, pour la mise à disposition d'engins de chantier sous la tutelle du CG500ARI ainsi que pour l'installation d'un fonds d'État pour le développement autonome des peuples indiens du Guerrero.

Les 13 et 14 septembre, nous convoquions les présidents municipaux, les maires de communes, les comités de soutien et les leaders locaux et régionaux du CG500ARI pour proposer des mécanismes de solution à nos demandes ancestrales jusque là ignorées, et pour fêter le 3^e anniversaire de notre organisation. Le Gouverneur de l'État de Guerrero, Ruben Figueroa Alcocer, prenant prétexte de la fête nationale, du 13 au 16 septembre, a fait installer des barrages sur trois des routes donnant accès à la ville de Chilpancingo, avec des centaines de policiers anti-émeutes et des centaines de “granaderos” (2) en faction devant nos bureaux. Nous avons ainsi vécu cinq jours de siège, jusqu'à l'assaut final du 14 septembre qui a fait une centaine de blessés graves. (...)

En septembre 94, seulement 20% des 23 millions de pesos promis nous avaient été attribués, ce qui nous a amenés à la conclusion que l'administration en fin de mandat ne respecterait pas ses accords et que la suivante les respecterait encore moins. Qu'allions-nous faire, où diriger nos demandes de justice pour nos communautés ? Cette fois encore, nous avons choisi la voie légale. Le 12 octobre 94, plus de 100 responsables mixtèque, amusgo, tlapanèque et nahua se déclaraient en grève de la faim illimitée aux portes des Nations unies à Mexico. Des membres du Gouvernement sont venus négocier avec nous, et après beaucoup de difficultés et de marchandages, les fonds décidés nous ont été débloqués à hauteur de 20 millions de Pesos. Cet accord créait le *Fonds d'État pour le Développement Autonome des Peuples Indiens du Guerrero* (FEDAPIG), subventions qui seraient administrées par nos communautés sans intermédiaires.

Face au refus du nouveau président du Mexique, Dr. Ernesto Zedillo Ponce de

*Peut-être
nous pendrons-nous
aux quelques arbres
que les compagnies forestières
nous ont laissés,
ou n'importe quelle autre folie
qui nous viendra à l'esprit
pour nous faire connaître,
un beau matin.*

Leon, de nous recevoir après plusieurs demandes en septembre, décembre et janvier, nous avons décidé de marcher une nouvelle fois sur Mexico sous la bannière « Jamais plus un Mexique sans nous », afin de demander la mise en œuvre du FEDAPIG, conformément à la recommandation de la *Commission Nationale des Droits de l'Homme*, et paix et justice dans le respect de la dignité des populations indiennes du Chiapas. Les Noirs de la côte, eux aussi oubliés, laissés pour compte avec leur liste de revendications identiques aux nôtres, nous ont rejoints à cette occasion. Nos demandes n'ont pas été entendues et nous avons été priés de retourner sur nos terres avec l'assurance que les aides seraient attribuées à travers les conseils municipaux, méthode à laquelle nous nous opposons depuis longtemps. (...) Une fois de plus nous nous sommes sentis bernés. On nous a seulement fait comprendre que si nous cessions d'appuyer l'EZLN, nous pourrions être écoutés. (...)

Marcher encore

Nous nous retrouvions avec les mêmes questions qu'en 94. Qu'allions-nous faire ? À quelle partie du monde devons-nous nous adresser pour que soient respectés les accords signés par le Mexique ? Quelles actions devons-nous entreprendre, et de quelle ampleur, pour qu'ils comprennent que nous n'étions pas décidés à revenir en arrière dans nos revendications ? Jusqu'où prétendait nous marginaliser le Gouvernement ? Espérait-il simplement que, découragés par tant de bureaucratie, nous nous fassions connaître un beau matin comme l'avaient fait nos frères du Chiapas ? Nous continuerons à nous mobiliser par

voie légale ; nous recommencerons à frapper aux portes, et peut-être à marcher. Ou peut-être descendrons-nous par milliers de nos villages, emportant vivres et revendications dans un sac, et arriverons-nous aux portes du Palais gouvernemental, prenant symboliquement Chilpancingo et refusant de partir avant d'avoir obtenu des réponses concrètes. Si certains d'entre nous meurent de faim, de froid ou de choléra, nous irons déposer leurs dépouilles devant les portes du palais pour montrer au monde combien est grande notre faim et forte notre détermination à obtenir ce que nous croyons juste.

Ou peut-être, la prochaine Semaine Sainte à Acapulco, les autorités de nos communautés apparaîtront-elles, mendiant et distribuant des tracts aux milliers de touristes étrangers et nationaux. Ou peut-être prendrons-nous les conseils municipaux qui nous refusent tout et se répartissent dans la corruption les fonds qui nous sont alloués. Ou pire encore, nous pendrons-nous aux quelques arbres que les compagnies forestières nous ont laissés, ou n'importe quelle autre folie qui nous viendra à l'esprit pour nous faire connaître un beau matin.

Peut-être à ce moment-là, le Gouvernement comprendra-t-il que nous refusons catégoriquement d'être exclus du développement de ce pays, de cette terre qui, plus qu'à tout autre, nous appartient, nous peuples indiens, propriétaires originaux de ce pays. (...) Notre chemin est sans retour. (...) Les blessures physiques de ce brutal 14 septembre sont guéries aujourd'hui, mais les blessures infligées à notre dignité indienne, maintes et maintes fois piétinée, ne seront jamais guéries, parce qu'un Indien n'oublie jamais une offense. Nous sommes toujours debout, et notre dignité est gran-

de, de même que le sont nos rêves de Liberté, de Justice et de Démocratie. Le CG500ARI ne se rend pas ! Et ne se vend pas ! Il résiste, et depuis les montagnes du Guerrero exige : « Jamais plus un Mexique sans nous ! »

Marcelino Diaz ; traduction : Michel (CSPCL)

1. 19 millions de francs
2. Équivalents de nos CRS (n.d.t.)

Contact : Consejo Guerrerense 500 Años de Resistencia Indígena y Negra., Av. Insurgentes #5, Colonia Electricistas, Chilpancingo, GRO, Mexique CP 39010. Tel et Fax : (747) 243-680 (5) 637 75 04

NDLR : Marcelino Diaz et plusieurs membres de son organisation sont aujourd'hui, malgré leurs dénégations, accusés de soutenir l'EPR et recherchés par la police.

Guérilla au Guerrero

Le 28 juin 96, quelque 70 hommes armés faisaient irruption dans un meeting à la mémoire de 17 paysans assassinés en 95 par la police d'État à Aguas Blancas, dans l'État du Guerrero. L'Armée populaire révolutionnaire (EPR) proclamait alors son manifeste fondateur appelant « une guerre populaire prolongée » afin d'« établir une République démocratique populaire ». L'EPR est née du regroupement de quatorze groupuscules clandestins, certains d'origine maoïste, d'autres survivants des mouvements armés guévaristes des années 1970 - notamment du Parti des Pauvres (PP) fondé en 1967 et violemment réprimé par l'armée fédérale - ainsi que du Parti Révolutionnaire Ouvrier Paysan - Union du Peuple, organisation marxiste-léniniste de base.

L'EZLN ne voit dans cette organisation « ni un ennemi, ni un rival », et n'entretient aucune relation avec elle. Le sous-commandant Marcos a tenu à s'en démarquer en ces termes : « Vous luttez pour prendre le pouvoir, nous pour la démocratie, la liberté et la justice, ce n'est pas la même chose. » (...) « Nous ne voulons pas de votre appui (...) nous voulons celui de la société civile mexicaine et internationale. » (...) « Nous ne gagnons pas notre légitimité par les armes. Nous l'avons obtenue grâce à de nombreuses années de travail politique avec ceux qui sont nos chefs, les communautés indigènes. »

L'EPR s'est manifestée militairement dans les trois États les plus pauvres du pays, à forte population indigène, le Guerrero, l'Oaxaca et le Chiapas, ainsi que dans la région de Mexico. Le Gouvernement a lancé une campagne de répressailles qui frappe d'abord la population paysanne.

Marcelino Diaz lors de la journée *Rencontres amérindiennes*, organisée à Paris par Nitassinan dans le cadre de la *Freedom Run*, en juin 96.



© S. Diaz-Alexandri



Accords de San Andrés

En février 1996, le premier accord sur les "droits et cultures indigènes" est signé à San Andrés par le Gouvernement mexicain et l'EZLN. Son application est un enjeu primordial pour les zapatistes.

En avril 95, le début du dialogue entre les commandants zapatistes et les représentants du gouvernement mexicain avait été marqué par une forte mobilisation des communautés indiennes du Chiapas. La première séance de négociations à San Andrés commence par un "incident diplomatique" sérieux : le 19 avril, des milliers d'indigènes (10 000 à 15 000 selon la presse), venus surtout des communautés tzotzil du Chiapas, confluent sur San Andrés, contournant les barrages militaires. Femmes, Anciens et enfants, à visage découvert, portent des bandeaux et des pancartes où l'on peut lire les principales revendications de l'EZLN. Venus participer aux "cordons de la paix", garants de la sécurité des commandants indigènes du CCRI, les manifestants s'installent autour du hangar de la place du village de San Andrés, siège des négociations. Le Gouvernement refuse d'entamer le dialogue « encerclé par des milliers d'indigènes hostiles », les délégués zapatistes demandent alors à tous de regagner leurs communautés en les remerciant de leurs efforts pour la paix.

Dialogue indigène

Le 12 septembre 1995, l'EZLN et le Gouvernement s'accordent sur les thèmes de négociations. Le premier point défini porte sur les "droits et cultures indigènes" et le dialogue s'engage en octobre 95 à San Andrés Sacamch'en. L'EZLN associe à sa délégation un large groupe d'invités et de conseillers, représentants des peuples indigènes du reste du Mexique, anthropologues, ONG, sociologues, historiens, juristes, linguistes, féministes. De son côté, le Gouvernement a invité des représentants d'organisations indiennes officielles, et des membres de l'INI (Institut national indigéniste).

Il apparaît rapidement que les invités du gouvernement partagent l'essentiel des griefs, revendications et propositions des zapatistes, et les deux délégations - indigènes et "indigénistes officiels" - fraternisent.

Le 16 février un accord sur "les droits et cultures indigènes" est signé entre la délégation zapatiste et le gouvernement mexicain. Concernant 11 millions d'Indiens de 56

ethnies, ce document se compose de trois textes et comprend deux volets, l'un national et l'autre régional pour l'État du Chiapas. Il prévoit une relative autonomie pour les indigènes mexicains, une réforme de la Constitution fédérale et la décision d'un nouveau "pacte social" avec les peuples indiens, visant à reconnaître leurs droits à l'autogestion interne et à éradiquer l'inégalité et la discrimination. Dans ce cadre, le Gouvernement s'engage à envoyer au parlement un projet de réforme de la Constitution fédérale, reconnaissant le droit des Indiens à « l'autodétermination et l'autonomie », dans les limites de la souveraineté nationale mexicaine. Cette "autonomie" ne pourra en aucun cas signifier l'attribution d'un territoire propre aux différentes ethnies. Le Gouvernement garantit le plein accès à la justice pour les indigènes et reconnaît le droit coutumier propre aux différentes ethnies, à condition qu'il n'enfreigne pas la Constitution.

Les délégués zapatistes demandent que le Gouvernement applique les articles de la Convention 169 de l'OIT (1), ratifiée en 1992 par le Mexique. Dans tous les cas, l'accord devra être ratifié par le Parlement fédéral, puis par les Parlements locaux. L'EZLN fait ajouter un codicille estimant que l'accord « n'approfondit pas assez » certains sujets, notamment « la grave situation agricole nationale et les droits de la femme indienne ».

Dans les semaines suivantes, les délégués zapatistes entament avec le Gouvernement la deuxième série de discussions sur "Démocratie et Justice". L'intransigeance des représentants du Gouvernement et la lenteur de l'application des accords sur les droits indigènes conduisent l'EZLN à rompre le dialogue. Le Gouvernement mexicain qui s'était engagé à l'application des *Accords de San Andrés* laissait de fait leur exécution en suspens, grâce à des propositions de réformes de la loi fédérale, de la Constitution du Mexique et des lois des États de la fédération.

Face à cette trahison du Gouvernement, la mobilisation indigène grandit depuis jan-

vier 96, date du *Forum Indigène Permanent*, et culmine le 12 octobre avec la venue de la commandante Ramona dans la capitale mexicaine et la création du *Congrès National Indigène*.

La trahison du Gouvernement

La *Commission de Concorde et de Pacification* (COCOPA) - instance appuyant le processus de paix, formée par des législateurs du congrès mexicain - lance une initiative de réforme constitutionnelle pour l'application des *Accords de San Andrés*. Cette proposition de loi reçoit, début décembre, le soutien de l'EZLN et des communautés indiennes du pays.

Après avoir demandé à l'EZLN un délai de

ACTION INTERNATIONALE POUR L'APPLICATION DES ACCORDS DE SAN ANDRÉS

Écrivez (en espagnol, anglais ou français) au Président du Mexique et à son ambassadeur en France afin d'exiger :

- le respect et la mise en application immédiate des accords de San Andrés sur les "Droits et la culture des indigènes", signés en février 96 ;
- le respect de la *Convention 169 de l'OIT*, ratifiée en 1992 par le Mexique ;
- l'abandon de l'idée d'une solution militaire contre l'EZLN ;
- l'arrêt de la répression des communautés indigènes dans le Chiapas et partout ailleurs par l'armée fédérale, les représentants de la force publique, les milices privées à la solde des grands propriétaires ;
- la poursuite des négociations pour une paix juste et digne et notamment pour le rétablissement de la propriété collective de la terre (article 27 de la Constitution concernant l'"ejido"), pour la reconnaissance de l'autonomie des peuples indigènes et pour la satisfaction des revendications spécifiques des femmes amérindiennes.

Envoyez vos courriers aux adresses suivantes :

-M. Ernesto Zedillo Ponce de León
Presidente de la República Mexicana, Residencia oficial de los Pinos, Colonia San Miguel Chapultepec, 11850 Mexico D.F.,
Mexique - Fax : 525 271 17 64

-M. Jorge Carpizo, Ambassadeur du Mexique en France, 9 rue de Longchamp, 75016 Paris
- Fax : 01 47 55 65 29

Nous communiquer, SVP, une copie de toute réponse écrite.

15 jours pour étudier le projet de loi de la COCOPA, le président Zedillo annonce, le 19 décembre, une proposition qui ignore les *Accords de San Andrés* et marque un sérieux recul sur les engagements ratifiés en faveur des droits des peuples indigènes.

Le sous-commandant Marcos, dans un communiqué publié le 12 janvier 97, dans le journal *La Jornada*, qualifie ce document d'« inacceptable », fondé sur « une conception raciste, ethnocentriste et discriminatoire » et qui de plus « se moque ouvertement de la lutte des peuples indigènes du Mexique et de la volonté de dialogue de l'EZLN ». L'Armée zapatiste « rejette absolument » la proposition gouvernementale et réitère son acceptation de la proposition de loi de la COCOPA.

Face à cette trahison du Gouvernement, les communautés indigènes du Mexique se mobilisent pour l'application des *Accords de San Andrés*. En février, plus 9 000 Indiens zapatistes manifestent à San Cristóbal. D'autres actions à Mexico, aux USA, au Canada et en Europe demandent au Gouvernement mexicain de respecter les accords signés avec l'EZLN. Les zapatistes font appel au soutien de la communauté internationale afin de garantir l'application des *Accords de San Andrés* par le Gouvernement mexicain, et pour trouver une solution juste et digne pour les premiers habitants du Mexique.

Sylvain Duez-Alesandrini

Sources : Ya Basta -Tome 2, texte des Accords, les bulletins Ya Basta et dépêches d'agences.

1. La Convention 169 de l'*Organisation Internationale du Travail* est un des seuls documents de droit international garantissant les droits des peuples autochtones.

NDLR La traduction intégrale des Accords est disponible contre 15F au CSPCL (voir p. 30).



Cordons de la paix à San Andrés, 1995.

© Karine Zuercher

Ramona, témoin zapatiste à Mexico



Du 8 au 12 octobre dernier, le premier Congrès National Indigène a réuni à Mexico plus d'un millier de délégués indiens et métis de 25 organisations.

Le 8 octobre dernier, le président du Congrès National Indigène (CNI), Juan Simbo, déclarait dans son discours inaugural que « le Mexique (avait) besoin de changement. Un changement dans l'intelligence et l'autonomie des communautés indigènes, pas d'une révolution ». Le congrès traitait de la place des indigènes au Mexique, du droit à la terre, du respect des droits sociaux, culturels et politiques ainsi que de l'autonomie.

Les organisateurs avaient invité une délégation de l'EZLN et, grâce à la médiation de la COCOPA (1), le 10 octobre le Gouvernement acceptait pour la première fois la venue officielle d'un délégué de l'EZLN à Mexico. Le Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène (CCRI) désigna la commandante Ramona.

Tzotzil du Chiapas, commandante de l'EZLN, Ramona avait participé en janvier 94 aux négociations à la cathédrale de San Cristóbal. Avec la major Ana María, elle est à l'origine de la « Loi révolutionnaire des femmes ». Agée de 33 ans, elle est atteinte d'un grave cancer du rein. Marcos déclarait devant la presse que Ramona était « l'arme la plus offensive (...) et la plus intransigeante de l'EZLN ». Arrivée le 12 octobre à l'aéroport, Ramona, apparemment très fatiguée et accompagnée d'un médecin, s'est immédiatement rendue au CNI où elle a offert aux représentants indigènes le drapeau mexicain qui ne l'avait pas quittée depuis son départ du Chiapas, « pour ne pas oublier que notre patrie est le Mexique et pour que tous sachent que plus jamais il n'y aura de Mexique sans nous ».

Dans la soirée, le Congrès déclarait dans son communiqué final que « les indigènes mexicains ne céderont pas sur l'autonomie » et réclamait, entre autres, une nouvelle constitution, la réforme de l'article 27 sur l'*ejido*, l'application des *Accords de San Andrés* et la démilitarisation des zones indiennes.

Le lendemain, lors de la commémoration des 504 années de résistance indigène, quelque 15.000 personnes réunies sur la célèbre place du Zocalo, au cœur de Mexico, ont acclamé la commandante Ramona qui réclamait « un Mexique pour tous, un Mexique qui nous prenne en compte comme êtres humains, un Mexique qui nous respecte et nous reconnaisse dans notre dignité ». « Nous voulons unir notre petite voix zapatiste à celle bien plus grande de vous tous qui luttez pour qu'il n'y ait plus jamais de Mexique sans nous, les indigènes », a-t-elle ajouté. Arborant le passe-montagne noir des miliciens de l'EZLN et portant le costume traditionnel, visiblement épuisée, la dirigeante rebelle s'est excusée de ne pas pouvoir continuer à parler en espagnol et a terminé son discours en tzotzil, assistée d'un interprète. Elle a lancé au nom de l'EZLN un appel à un « grand dialogue national », demandant « l'aide et le soutien de tous à l'EZLN, de la même façon que (vous m'avez) aidée, moi, à marcher ».

Ramona est ensuite restée à Mexico pour être soignée dans un hôpital privé et un rein de son frère lui a été greffé en novembre. Lors de sa première réapparition publique, le 16 décembre, elle remerciait tous ceux qui s'étaient mobilisés en sa faveur et déclarait qu'il ne fallait pas oublier toutes celles et tous ceux qui sont malades au Chiapas et qui ont également besoin d'aide. En quelques mois, elle est devenue l'un des symboles les plus porteurs de la lutte des peuples indigènes au Mexique. « Ramona vive ! La lucha sigue... » (Ramona est vivante ! La lutte continue)

Sylvain Duez-Alesandrini

sources : Bulletins Ya Basta !, communiqués du Congrès National Indigène et du FZLN, la revue Ce-Acatl et diverses dépêches d'agences.

1. Commission de Concorde et Pacification, chargée de la médiation entre zapatistes et gouvernement.

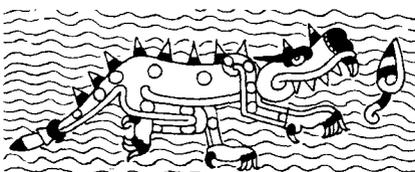
L'autonomie, un droit pour tous les peuples

Nitassinan a rencontré pour vous Carlos Manzo, membre du Congrès

National Indigène de passage en France, en mars 97, dans le cadre d'une tournée organisée par le Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte (CSPCL). Il nous présente son analyse de l'autonomie autochtone.

Je m'appelle Carlos Manzo. J'appartiens à l'ethnie zapotèque de la région de Tehuantepec, Oaxaca. Je travaille avec plusieurs organisations indiennes au niveau national, aussi bien dans les États de Oaxaca et du Chiapas, que dans d'autres régions. Je suis membre du *Congrès National Indigène* et promoteur du *Forum National Indigène Permanent*. J'ai reçu mandat de l'assemblée du 20 novembre pour être responsable devant la commission de suivi d'un groupe de travail sur l'auto-développement économique et social en rapport avec la Terre-Mère. Le *Forum National Indigène* est né au cours du dialogue de San Andrés entre le Gouvernement mexicain et l'*Armée Zapatiste de Libération Nationale* (EZLN), d'une initiative de cette dernière pour que tous les peuples indiens puissent discuter au niveau national des droits et des cultures indigènes. L'EZLN a invité à participer à ce dialogue un corps de conseillers représentant un très large éventail des divers spécialistes des problèmes indigènes, à la différence du Gouvernement qui n'a pas réussi à réunir une telle assemblée. Ces conseillers ont donné la parole à tous les Indiens au niveau national et ont fait de la table de dialogue de San Andrés la première table de dialogue nationale. Nous arrivons ainsi à la signature d'accords très importants pour la défense des cultures des peuples indigènes au Mexique. Au cours de ce *Forum National Indigène* se sont exprimés tous les courants et toutes les idées en rapport avec le thème des "droits et cultures indigènes" : l'autonomie des peuples, les territoires indiens, les droits des femmes indigènes, les moyens de communication. Ces thèmes ont été repris au cours du dialogue entre l'EZLN et le Gouvernement fédéral. Pendant les séances préliminaires, la première semaine de janvier 1996, le "Forum" a été déclaré "Forum National Indigène Permanent". Par la suite, d'autres réunions ont eu lieu. Le *Congrès National Indigène* est une évolution du

"Forum", puisqu'il ne sert pas uniquement de tribune de discussion mais surtout de lieu de décision concernant tous les problèmes politiques, sociaux, culturels, touchant la vie des peuples indiens. Le *Congrès National Indigène*, à la différence du "Forum", intègre différents groupes de travail, qui ont des tâches bien précises, des responsabilités et des fonctions qui vont au-delà de ce qui peut être réalisé par le "Forum". Mais ce dernier a permis de développer dans toute la république mexicaine une série de forums régionaux qui ont servi tout au long de cette année à faire connaître les accords de San Andrés et à préparer le *Congrès National Indigène*. Il a servi également de pont de communication entre les différents peuples indigènes, et entre ceux-ci et l'EZLN.



Nitassinan - Quel sens donnes-tu aux mots "autonomie et autodétermination pour les communautés indigènes" ?

Carlos Manzo - Nous concevons le droit à la libre détermination comme un droit de tous les peuples et nations qui existent dans le monde, et plus particulièrement comme un droit des peuples indigènes, c'est à dire les peuples originaires ou les descendants des peuples qui habitaient certaines régions du monde avant les processus de colonisation et de conquête qui ont eu lieu du XVI^e siècle jusqu'à nos jours. Nous pensons que ce droit à la libre détermination est le cadre général dans lequel s'inscrit tout un ensemble de droits des peuples indiens, et en particulier le droit d'exercer notre autonomie. Cette autonomie s'exprime notamment dans le droit de nommer nous-mêmes

nos propres autorités en fonction de nos us et coutumes, dans la liberté de décider ce que nous voulons comme développement économique, ce que nous voulons comme programme éducatif en fonction de la cosmologie de nos peuples. Notre point de vue est différent du point de vue occidental. Nous avons un rapport différent avec la nature, avec les animaux, avec les plantes, avec les phénomènes naturels, les astres ; tout cela a une signification importante de notre point de vue. Parce qu'il y a des choses que la civilisation occidentale n'a pas réussi à comprendre et qu'elle se détache de plus en plus du monde naturel. Par exemple, dans nos cultures, nous avons un ascendant animal, le *nahual* (1). Dans la culture maya ancienne et dans la culture zapotèque, le crocodile est considéré comme un animal ayant une grande capacité à détecter l'eau à distance parce que c'est le milieu dans lequel il vit. Cette capacité est vitale pour lui mais aussi pour la terre, car cet animal a son origine dans l'eau et il appartient à la terre. Il y a des personnes dans nos cultures qui ont conservé ce grand instinct animal parce qu'ils vivent en contact avec la nature, et cela leur permet de détecter l'eau jusque dans les nappes phréatiques. Ils arrivent à déterminer quels sont les chemins suivis par l'eau sous terre. Ces personnes sont reconnues comme étant les "hommes-crocodiles", de même qu'il y a eu dans nos cultures, des "hommes-aigles" et des "hommes-tigres". C'est là un exemple caractéristique de ce qui, malheureusement, dans beaucoup de cultures indigènes, est en train de se perdre. Parce que nous avons subi une pénétration par la culture occidentale et avons été soumis à son influence qui nous a éloignés de cette perception. C'est cela, pour nous, la libre détermination ; c'est le droit de vivre comme nous l'entendons. C'est un droit fondamental, non pas seulement pour les peuples indigènes mais pour n'importe quel groupe social dans

n'importe quelle société qui cherche à vivre dignement. C'est un droit universel et je pense que c'est quelque chose que les sociétés indigènes peuvent apporter à la société occidentale. Il y a un ensemble de droits dans l'exercice du droit à l'autodétermination : l'éducation, la santé, l'élaboration d'un programme de développement et les lois que nous voulons élaborer et qui sont respectées chez nous, l'application de notre propre forme de justice. C'est cet ensemble d'éléments qui constitue le droit à l'autodétermination.

Quels sont les points principaux des accords de San Andrés ?

Un ensemble d'accords a été signé. Certains dossiers en sont restés au niveau des propositions, d'autres ont donné lieu à des accords. Un point fondamental est la réforme de l'article 27 de la Constitution mexicaine. Mais le Gouvernement mexicain ne veut pas en entendre parler, car cet article fait référence à la possession de la terre et, vu la pression de la finance internationale et la pression du Gouvernement pour signer l'accord de libre échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada, le président du Mexique de l'époque, Carlos Salinas de Gortari, a été obligé de proposer une modification de cet article de telle manière que les terres indigènes puissent devenir une marchandise, être vendues et être aliénées au capital étranger. L'EZLN et les peuples indigènes du Mexique ont réagi contre cette décision du gouvernement d'introduire une telle réforme néolibérale. Nous voulons faire ce qu'avait réussi à obtenir Emiliano Zapata en 1917, c'est-à-dire la reconnaissance de l'inaliénabilité des terres communautaires et de la possession collective de la terre. L'arrivée du néolibéralisme devient pour le Mexique un problème très, très grave. En particulier pour les communautés indigènes, cela signifie la perte totale de leurs terres collectives. La nouvelle organisation économique néolibérale cherche à exploiter le sol, les eaux, dans le seul but d'en tirer le maximum de bénéfice. Nous, en tant qu'Indiens, sommes tout à fait contre ce principe, parce qu'il va à l'encontre de notre éthique, de notre forme d'organisation et de nos rapports avec la terre, qu'il s'oppose à notre cosmovision. Nous n'avons pas un rapport mercantile avec la terre. Nous pensons que la commercialisation de la terre n'est pas la seule forme de relations que l'on puisse avoir avec notre Mère la Terre. Cette vision mercantiliste de la terre la détruit. C'est à partir de notre culture indigène que nous, nous pouvons

vraiment analyser quelle est la forme de relations que l'homme peut avoir avec la terre. Je ne parle pas uniquement pour les Indiens mais pour l'humanité entière. Je crois que c'est un problème très grave qui va au-delà de la dispute sur un article de la Constitution mexicaine. C'est un problème planétaire. Cependant, l'article 27 de la Constitution mexicaine est l'un des points que le Gouvernement n'a pas voulu discuter avec l'EZLN, comme il ne veut pas non plus traiter des droits économiques et politiques des Indiens. Mais nous pensons que les accords de San Andrés sont quand même un progrès parce que le Gouvernement reconnaît que ses rapports avec les peuples indiens ont été jusqu'à présent complètement inégalitaires, qu'il a eu une attitude de marginalisation, de discrimination, d'exclusion envers les Indiens. Le changement politique, la transition vers la démocratie ne peut pas avoir lieu avec les lois existant actuellement et dans le cadre du développement économique prédominant au Mexique. Il faut qu'il y ait les conditions pour que le changement soit possible. Nous sommes conscients que ce changement souhaité n'est pas possible sans que de larges couches de la société mexicaine s'intègrent dans cette lutte. C'est pourquoi nous demandons une nouvelle *Assemblée Constituante* et une nouvelle Constitution.

Dans quelle mesure le Gouvernement mexicain est-il disposé à honorer les accords de San Andrés ?

Durant les deux derniers mois après l'organisation du *Congrès National Indigène*, le Gouvernement est entré dans un processus d'impasse où le dialogue n'avancait pas, parce que l'EZLN exigeait l'application des accords de San Andrés. Une partie importante des accords est la reconnaissance constitutionnelle des droits des peuples

indigènes. Principalement le droit à la libre détermination et à l'autonomie. Cela implique évidemment d'introduire des modifications dans la Constitution mexicaine, et cela est en discussion actuellement à San Cristobal de Las Casas. Si le Gouvernement mexicain se montre prêt à établir un nouveau rapport avec les peuples indiens, je pense que l'EZLN sera disposée à revenir à la table de dialogue. Mais le Gouvernement n'est absolument pas disposé à discuter de la démocratie directe de la société indienne. Les populations indigènes vivent dans une grande marginalité. Elles connaissent le plus haut taux de mortalité infantile du pays. Les enfants meurent de maladies curables. Ce problème s'avère plus aigu dans les communautés qui sont les plus éloignées des grands centres de population. Mais les problèmes les plus graves que sont en train de vivre les communautés indigènes, c'est la militarisation, la persécution, le harcèlement judiciaire, militaire et policier. C'est vrai surtout pour les communautés qui ont manifesté leur sympathie et leur soutien à la lutte des zapatistes, parce que les membres des communautés zapatistes appartiennent à toutes les populations indiennes du Mexique.

Quels sont les liens du Congrès National Indigène (CNI) avec d'autres organisations autochtones, de l'Amérique latine, des États-Unis, du Canada, et de celles-ci avec l'EZLN ?

Le CNI est une organisation relativement nouvelle dont la création date du mois d'octobre. Au mois de novembre nous avons eu une assemblée générale où nous avons commencé à désigner des groupes de travail chargés de prendre contact avec d'autres organisations, et cela commence à peine. Certaines organisations indigènes du Canada, des États-Unis, de l'Alaska et d'autres pays d'Amérique latine ont engagé

Fresque de soutien aux zapatistes à Mexico, 1995.



un travail sur place, au Chiapas. Actuellement nous sommes en pourparlers avec des organisations indigènes des États-Unis pour examiner le développement de projets dans différentes communautés indiennes du Mexique. Les liens pour l'instant les plus étroits sont ceux qui ont été noués avec les Indiens cree du Canada, qui ont lancé une invitation aux représentants de l'EZLN et aux membres du CNI pour visiter le territoire cree afin que nous puissions voir de plus près quelle est leur expérience communautaire. Le but serait d'avoir des échanges plus étroits, de mieux nous connaître et de voir les possibilités de coopération dans différents domaines. Cela vient de commencer et j'ai l'impression que c'est un bon début pour des contacts et des relations avec différents peuples indiens. Le peuple mohawk du Canada est venu à la *Rencontre Intercontinentale pour l'Humanité et contre le Néolibéralisme*. À cette occasion ils nous ont parlé de l'expérience qu'ils ont vécue d'un terrain de golf que les autorités voulaient installer sur leurs terres. Au Mexique nous avons connu une expérience un peu similaire à Tepoztlán où le capital international a voulu installer un terrain de golf sur les terres de la communauté indienne. L'opposition à ce projet a généré une contestation populaire qui a débordé du cadre uniquement de cette communauté jusqu'à devenir une première expérience de gouvernement autonome et populaire (voir p. 17). L'expérience de Tepoztlán est en train d'inspirer d'autres formes de lutte, pas uniquement chez les

Indiens mais aussi chez les gens des villes. La même situation se présente à Xochimilco, au sud de Mexico, où des investisseurs du nord du pays veulent aussi construire un terrain de golf, à l'encontre de la volonté de la communauté, ce qui menacerait les nappes phréatiques de toute la vallée de Mexico. Beaucoup d'étudiants, d'universitaires, de sociologues, d'écologistes se sont rendus solidaires des luttes de Tepoztlán et de Xochimilco.

Ne trouves-tu pas paradoxal que le Mexique soutienne la ratification de la Déclaration Universelle des Droits des Peuples Indigènes de l'ONU ?

Non, ce n'est pas paradoxal, parce que la *Déclaration Universelle des Droits des Peuples Indigènes* est encore en cours de discussion et on n'en est pas encore à l'élaboration du projet final qui doit être discuté au sein des Nations unies. Les organisations indigènes qui participent à ce projet ne sont jusqu'à présent pas satisfaites de celui-ci, parce que les différents Gouvernements empêchent la participation des voix indigènes à d'autres niveaux de la discussion. Certains Gouvernements ont une politique extérieure apparemment très ouverte. Le Mexique, par exemple, au niveau international reconnaît bien sûr les droits des populations indigènes et il est même capable de signer des accords. Mais à l'intérieur du pays ces droits ne sont pas reconnus. Quelque chose qui nous surprend aussi c'est l'absence d'une voix indigène dans le cadre du droit international. Je pense que les différentes organisations de lutte pour les droits indigènes devront développer une campagne médiatique afin de sortir de ce circuit fermé de l'information et essayer de toucher des secteurs plus larges de la société civile internationale pour la rendre consciente des problèmes qui nous affectent.

Quel soutien concret peut apporter le public européen au CNI ?

Nous voulons avant tout casser cette image d'assistance qui nous montre toujours, nous les Indiens, venant en Europe pour chercher des soutiens. Notre souhait est surtout de générer une nouvelle culture politique au niveau international qui établirait un échange égalitaire, où il s'agirait de mettre en valeur et de respecter nos cultures. Ne parlons plus de soutiens en termes économiques, parlons plutôt de construire ensemble une nouvelle culture politique qui représentera pour nous tous une option différente. Sinon, à part cela, il y a tout un ensemble d'échanges, d'idées qui vont et viennent à travers la solidarité européenne, qui nous permet de bâtir des projets auto-

nomes et des circuits alternatifs pour la commercialisation de certains produits et aussi pour les échanges culturels. Avoir des échanges plus étroits qui nous permettront par la suite de sortir du carcan aussi bien politique qu'économique que les États veulent nous imposer. Cela peut servir non seulement aux Indiens, mais aussi à d'autres secteurs de la population au Mexique, et c'est cela que nous recherchons.

Quelles sont vos demandes concrètes ?

Nous voulons constituer au Mexique un réseau indien indépendant, libre de la présence du Gouvernement. C'est une proposition qui est apparue en février 95 à l'initiative de l'EZLN. Pour l'instant ce n'est qu'un projet, nous n'avons pas encore réussi à le concrétiser, et je pense que vous, vous avez beaucoup plus d'expérience et pouvez nous aider. Et là nous nous adressons particulièrement à *Nitassinan* : nous aimerions beaucoup que *Nitassinan* établisse des liens plus étroits avec le CNI. Ce sont des membres de l'agence de presse indigène AIPIN qui s'occupent des médias et de la communication pour le CNI. Par la suite je pourrai vous envoyer plus d'informations. Dans un premier temps, il s'agit bien sûr d'entrer en contact, de mieux nous connaître, pour que nous puissions diffuser l'information là-bas et pour que vous aussi soyez au courant de ce qui se passe au Mexique. Pour l'instant les réunions de travail continuent au Mexique pour préciser quels sont vraiment nos besoins matériels, économiques, logistiques, etc. Nous essaierons de vous communiquer cela le plus vite possible, comme cela vous verrez comment vous pouvez nous aider, comment nous pouvons avoir des liens plus étroits avec vous. J'espère que ces rapports seront durables mais aussi nous aimerions bien, dans la mesure du possible, que vous nous aidiez à trouver les gens qui, comme nous, comme vous, recherchent plus ou moins la même chose, dans le but de constituer un vrai réseau de solidarité qui fonctionne. Je vois que vous avez beaucoup de rapports avec différents groupes d'Indiens d'Amérique du Nord, et là-dessus votre connaissance nous est précieuse, pour que l'information puisse faire l'aller-retour. Dans ce sens là, votre aide, vos connaissances peuvent nous être très utiles.

Entretien réalisé par Caroline Grenot

Traduction : Jorge (CSPCL)

Transcription et mise en forme : Henri Manguy

1. Ascendant animal de l'être humain dans la tradition uto-aztèque.

Soutien aux négociations de paix entre l'EZLN et le gouvernement, Mexico, 1996.



Plus jamais un monde sans nous !

Carlos Manzo, indigène zapotèque, conseiller de l'EZLN et membre du Congrès National Indigène, définit la relation entre le mouvement indigène mexicain et l'Armée Zapatiste de Libération Nationale dans la transition démocratique au Mexique.

Au cours des deux années écoulées, l'EZLN a joué un rôle de rassembleur du mouvement indigène mexicain par rapport à ses principales revendications, de la même manière qu'elle a permis d'ouvrir diverses tribunes au niveau national pour les Indiens dans les pourparlers directs avec le Gouvernement aussi bien qu'entre les diverses organisations indigènes. Cela s'explique par l'invitation lancée par l'EZLN à tous les représentants des peuples et des organisations indigènes à participer, en tant que conseillers et invités de l'EZLN, au dialogue avec le Gouvernement. La réunion de San Andrés (1) a constitué une tribune nationale où ont été discutées les principales exigences des zapatistes et du mouvement national indigène en matière de droits et cultures indigènes. Le respect et la mise en pratique de ces accords par le Gouvernement fédéral et l'État du Chiapas sont encore en discussion. Leur application est une condition indispensable pour garantir la continuité du dialogue entre l'EZLN et le Gouvernement fédéral.

Avant la signature des premiers accords, l'EZLN a organisé une consultation à deux niveaux. Dans un premier temps elle a réuni un *Forum National Indigène*, qui s'est tenu à San Cristóbal de Las Casas en janvier 1996, visant à soumettre à la discussion et à l'approbation des peuples indiens les résultats du dialogue en cours avec le Gouvernement avant la phase de négociations. Donnant toujours la parole aux peuples indigènes du Mexique, l'EZLN est parvenue à concilier les principales propositions avec lesquelles il était arrivé à la table de négociations. À un second niveau, également important, se trouve la consultation que l'EZLN a réalisée au sein du *Conseil Chamésim Révolutionnaire Indigène* (CCRI) et de ses bases d'appui, avant de parvenir à la signature des accords. Le dialogue national se mettrait en place et le *Forum National Indigène* se transformerait en forum permanent, consacrant la proposition de réunir au mois de novembre une grande Assemblée Nationale de tous les peuples indiens, qui est devenue ce que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de *Forums nationaux indigènes*.

Au mois de février, l'EZLN a proposé au *Forum National Indigène Permanent* (FNIP) un ensemble de tâches, assumées par les participants au forum. Il convient de signaler que cette proposition est basée sur la culture politique de nos communautés, particulièrement celles qui servent de bases d'appui à l'Armée Zapatiste. Cet engagement de l'EZLN avec le FNIP propose une instance de coordination et de promotion de ce forum permanent : le *Congrès National Indigène* (CNI) a adopté cette proposition en la considérant comme un ensemble de principes éthiques, moraux et politiques organisationnels qui, pensons-nous, sont à même de garantir la permanence d'une structure nationale démocratique pour les peuples indiens du Mexique. Nous espérons en outre que la diffusion et la discussion de ces principes dans d'autres régions du monde concourront à définir une nouvelle culture politique, attestant ainsi la contribution importante de nos peuples à la définition d'une nouvelle culture politique nationale et internationale.

Voici donc les principes, proposés par l'EZLN et qui régissent maintenant l'action des délégués du CNI.

1. SERVIR ET NON SE SERVIR. Rendre publics et expliquer dans sa communauté, région ou organisation, les résultats du CNI et les Accords de San Andrés. Servir de pont pour faciliter le va-et-vient de la parole indienne et ne pas se servir de cette charge pour se donner de l'importance.

2. REPRÉSENTER ET NON SE SUBSTITUER. Représenter le CNI à l'intérieur de la communauté, région ou organisation pour que nos frères comprennent la pensée du CNI. Représenter la communauté, région ou organisation à l'intérieur du CNI pour que le Congrès comprenne la pensée de nos frères. Ne pas substituer notre pensée à celle du Congrès ou de nos frères, quelle soit individuelle ou collective. Être un pont pour faciliter le va-et-vient de la parole et de l'espoir.

3. CONSTRUIRE ET NON DÉTRUIRE. Regrouper les idées pour constituer une grande assemblée nationale mexicaine où nous rencontrer pour considérer nos problèmes communs. Ne pas détruire les organisations qui existent déjà et travaillent au bien-être des peuples indiens.

4. OBÉIR ET NON COMMANDER. Nous sommes les mandataires de la pensée de nos peuples. En tant que commission de coordination, c'est le CNI qui nous mandate. Les délégués à la Commission de Coordination ne sont pas les mandants du CNI. Ils sont ses mandataires et ses serviteurs.

5. PROPOSER ET NON IMPOSER. Proposer et écouter. Les pensées différentes des nôtres, ne penser avec le cœur et la tête. Proposer les tâches, les travaux, les accords et faire que ce soient le raison et le sentiment qui les acceptent et les respectent. Ne pas imposer les pensées et les travaux, mais les expliquer.

6. CONVAINCRE ET NON VAINCRE. Informer des accords et convaincre de la nécessité d'unir nos pensées et nos luttes pour que toutes les pensées et toutes les luttes puissent exister et continuer à vivre. Ne pas vaincre notre frère en profitant de sa faiblesse ou de son ignorance. Ne pas faire à nos frères ce que le pouvoir nous fait.

7. RESTER EN BAS ET NON EN HAUT. Établir avec les bases un diagnostic de la région ou de la communauté, c'est-à-dire savoir où nous en sommes. Dans certains cas, il peut s'agir de plusieurs régions si l'organisation représentée est nationale, ou si elle coordonne au niveau national des actions régionales, en prenant comme référent principal les accords du dialogue de San Andrés. Enfin, enrichir les accords basés lors du *Forum Indigène* de San Andrés.

D'autres principes doivent également gouverner les pratiques des délégués, tels l'horizontalité, la totalité, la direction collective à tous les niveaux, l'inclusion, la flexibilité, la représentativité et la pluriarité non partisane.

Il ne nous reste plus qu'à inviter toutes les organisations solidaires avec les peuples indigènes et avec l'EZLN à diffuser la parole vraie, en soutenant les Indiens, les exclus de toujours, les chômeurs, les sans-papiers, ceux d'en bas, autour de notre mot d'ordre : "Plus jamais un monde sans nous !"

Carlos Manzo, La vérité n'a peur de rien, novembre 1996

Traduction : CSPCL



Intergalactique de l'espoir

Janvier 1996. Tout commence comme le pari d'un incorrigible rêveur. Du fin fond de la forêt lacandonne, encerclé par 60 000 soldats de l'armée fédérale prêts à attaquer, le sous-commandant insurgé Marcos lance une nouvelle initiative. Une folie : inviter tous les sans-terre, les laissés pour compte du système, les exclus de toujours, les rebelles, les femmes, les homosexuels, les pauvres, les hommes et les femmes honnêtes, ceux qui ont l'espoir du côté gauche de la poitrine, à la première "Rencontre intergalactique pour l'humanité et contre le néolibéralisme."

27 juillet 1996. Plus de 2 500 fous des cinq continents, des cinq pointes de l'étoile, ont répondu à l'appel. Les gens arrivent par petits groupes sur le lieu de l'inauguration, Oventic, village en résistance des Hauts du Chiapas. De chaque côté du chemin qui descend vers le podium central, des centaines d'Indiennes et d'Indiens tzetzal et tzotzil des communautés voisines font une haie d'honneur et applaudissent sur le passage des invités. La secrétaire, le squatteur, l'étudiante, n'auraient jamais imaginé un tel accueil. La syndicaliste, l'ex-guérillero, l'intellectuel, lèvent le poing, émus. Quelqu'un crie « Zapata est vivant ! » et tout le monde reprend « La lutte continue ! » En espagnol, en tzotzil et en tzetzal, les haut-parleurs égrènent la provenance des gens : 43 pays, dont l'Iran, le Japon, le Zaïre, Cuba, les Philippines, l'Afrique du Sud, le Kurdistan, l'Argentine, le Nicaragua, le Guatemala, la Colombie, le Venezuela... Les groupes les plus nombreux sont ceux venus de France, d'Italie et des USA avec 200, 300 personnes. L'inauguration de la rencontre commence

le soir même, sous la lune. L'ambiance est surréaliste. Peu à peu la brume glacée des Hauts du Chiapas s'est levée. Au loin on entend la musique d'un orchestre indien, et à la lumière des flambeaux descendent peu à peu les "bases d'appui" zapatistes. Femmes, enfants, vieillards, jeunes des deux sexes, le visage couvert du traditionnel passe-montagnes ou du foulard des insurgés. C'est grâce à elles, grâce à eux, que pendant une semaine nous mangerons, nous dormirons au sec dans des maisons de paille construites spécialement pour nous, protégés de l'armée qui stationne à peine à deux kilomètres d'ici par les sentinelles silencieuses qui gardent l'entrée du lieu, sous la pluie et dans le froid.

Le degré d'organisation de la communauté, son hospitalité, sont impressionnants. Comment le Gouvernement peut-il encore essayer de faire croire que ces communautés veulent la guerre ? Nous en sommes tous témoins : les Indiens ont construit cet "Aguascalientes", ce lieu de résistance, de leurs propres mains, de leur propre volonté, comme un signe de paix. Tracassés par

l'armée, au bord de la famine, sans un sou mais pleins d'espoir, ils ont créé à Oventic, mais aussi à la Garrucha, à Roberto Barrios, à Morelia et à La Realidad, cinq Aguascalientes, cinq lieux de réunion ouverts à la société civile, pour que celle-ci se réunisse et fasse entendre sa voix.

C'est une femme qui rompt le silence, la major insurgée Ana Maria. Une simple Indienne, qui a dirigé la prise de San Cristobal le 1^{er} janvier 1994, et qui est aujourd'hui responsable militaire de tous les Hauts du Chiapas. Au nom du *Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène*, elle inaugure la rencontre (voir ci-contre). Sa voix résonne longtemps dans les cœurs : « Quand est née l'année blanche, nous avons donné naissance à la guerre et commencé à suivre ce chemin qui nous a menés jusqu'à votre cœur et qui vous a menés, aujourd'hui jusqu'à notre cœur. (...) Derrière notre visage noir, derrière notre voix armée, derrière notre nom indicible, derrière les Nous que vous voyez, c'est Vous. » Elle résume la raison de notre présence : « Aujourd'hui, des milliers d'êtres humains

Discours d'inauguration de la Major Ana Maria

Frères et sœurs d'Asie, d'Afrique, d'Océanie, d'Europe et d'Amérique, bienvenue dans les montagnes du Chiapas.

Nous sommes l'EZLN.

Dans ces montagnes, pendant dix ans, nous avons vécu. Nous nous sommes préparés à la guerre. Nous avons formé une armée.

En bas, dans les villes et les *haciendas*, nous n'existions pas.

Nos vies avaient moins de valeur que les machines et les animaux. Nous étions comme des pierres, comme les plantes des chemins. Sans parole, sans nom, sans visage, sans lendemain, nous n'existions pas. Pour le pouvoir, celui qui aujourd'hui a nom "néolibéralisme", nous ne comptions pas. Nous ne produisions rien ; nous n'achetions rien ; nous ne vendions rien. Alors nous sommes partis dans les montagnes pour nous chercher et voir si nous trouvions un remède à notre douleur de n'être que des pierres et des plantes oubliées. (...)

La montagne nous a dit de prendre les armes pour qu'on nous entende. Elle nous a dit de nous couvrir le visage pour qu'on nous voie. Elle nous a dit d'oublier notre nom pour qu'on nous nomme. Elle nous a dit de ranger notre passé pour avoir un avenir.

Dans la montagne vivent les morts, nos morts. Avec eux vivent le *Votán* et l'*Ik'á'*, la lumière et l'obscurité, l'humide et le sec, la terre et le vent, la pluie et le feu. La montagne est la maison du *halach uinic*, l'homme vrai, le plus grand chef. Là, nous avons appris, là nous nous sommes souvenus que nous sommes des hommes et des femmes vrais. (...)

À la saison où les *Chalchob* reviennent, apportant la pluie, nous sommes redescendus pour parler avec les nôtres et préparer la tourmente qui allait signaler le temps des semences. Nous avons fait naître la guerre avec la nouvelle année et nous avons commencé à suivre ce chemin qui nous a mené jusqu'à votre cœur et qui vous a menés, aujourd'hui, jusqu'à notre cœur.

Voilà qui nous sommes.

L'Armée Zapatiste de Libération Nationale.

La voix qui s'arme pour se faire entendre.

Le visage qui se cache pour qu'on le voie.

Le nom qui s'efface pour qu'on le nomme. (...)

Le lendemain que l'on récolte de la veille.

Derrière nos masques noirs, derrière nos voix armées, derrière nos noms innommables, derrière nous, que vous voyez, nous sommes vous autres. Nous sommes les mêmes hommes et femmes simples et ordinaires qui se retrouvent dans tous les peuples, qui se peignent de toutes les couleurs, qui parlent toutes les langues et vivent en tous les lieux. (...)

Derrière nos passe-montagnes se trouve le visage de toutes les femmes exclues, de tous les indigènes oubliés, de tous les homosexuels persécutés, de tous les jeunes méprisés, de tous les émigrés brutalisés, de tous ceux qui sont emprisonnés pour avoir pensé et parlé, de tous les travailleurs humiliés, de tous les morts d'oubli,

de toutes les femmes et tous les hommes qui ne comptent pas, qu'on ne voit pas, qui n'ont pas de nom, pas d'avenir. (...)

Frères et sœurs, dans nos villages, les plus anciens sages ont levé une croix, qui est une étoile, là où naît l'eau dispensatrice de vie. C'est ainsi qu'on marque le début de la vie dans les montagnes, par une étoile. C'est ainsi que naissent les ruisseaux qui descendent des montagnes et qui portent la voix de notre *Chan Santa Cruz*. (...)

Aujourd'hui, ici dans les montagnes du Chiapas, des milliers d'êtres humains des cinq continents crient « ¡ Ya Basta ! » au conformisme, à l'inaction, au cynisme, à l'égoïsme élevé au rang de dieu moderne.

Aujourd'hui, des milliers de "microcosmes" des cinq continents tentent ici, dans les montagnes du Chiapas, de jeter les bases d'un monde nouveau et bon, c'est à dire un monde où tous les mondes aient leur place.

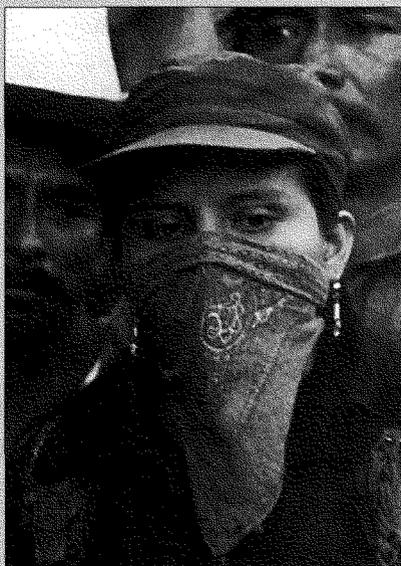
Aujourd'hui, ici dans les montagnes du Chiapas, des milliers d'hommes inaugurent la *Première Rencontre*

Intercontinentale pour l'Humanité et contre le Néolibéralisme.

Bienvenue dans les montagnes du sud-est mexicain.

Bienvenue dans ce coin du monde où nous sommes tous égaux parce que nous sommes différents.

**Sans parole, sans nom,
sans visage, sans lendemain,
nous n'existions pas.**



Ana Maria, en 1994.

SAIC

**... un remède à notre douleur
de n'être que des pierres
et des plantes oubliées.**

Discours de la Major Ana Maria, Oventic, Chiapas, 27 Juillet 1996

Traduction : Volcans et traducteurs du livre Chroniques Intergalactiques, Ed Aviva Presse, 1997, Paris

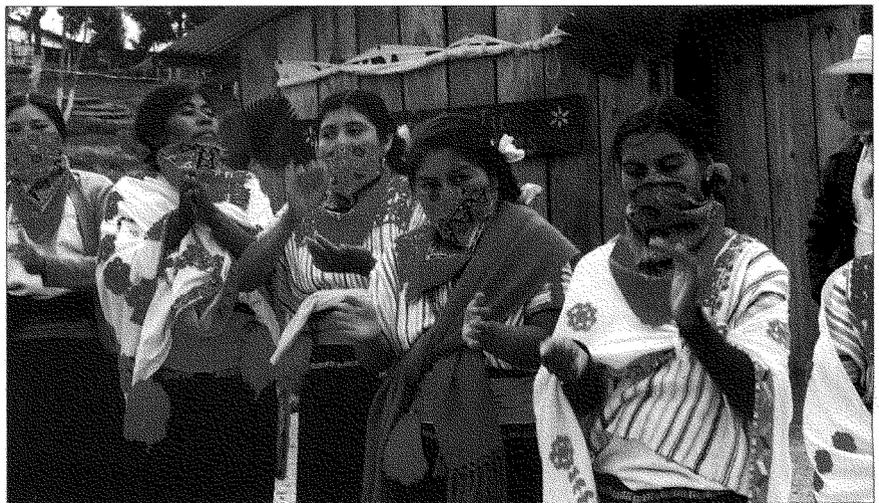
des cinq continents crient leur "Ya Basta !", leur "Ça suffit !" au conformisme, à l'inaction, au cynisme, à l'égoïsme devenu dieu moderne. Aujourd'hui, des milliers de petits mondes des cinq continents essayent un commencement, ici, dans les montagnes du sud-est mexicain, le commencement de la construction d'un monde nouveau et bon, un monde où tous les hommes aient leur place. »

Le chemin jusqu'à votre cœur

Il y a une magie dans le zapatisme. Un élan inexplicable, qui réveille les morts, qui transperce les carapaces de cynisme désespéré les plus endurcies. Un espoir. Comme l'a dit Marcos, le zapatisme n'est pas une idéologie, le zapatisme n'existe pas. C'est un pont, un pont pour se rencontrer d'un côté à l'autre de la réalité et de l'espoir. C'est pour cela que nous sommes là.

Le lendemain, les gens s'embarquent dans les bus qui les emmènent dans leurs "Aguascalientes" respectifs : à La Realidad, on parlera de la politique qui existe et de celle dont nous avons besoin. A Roberto Barrios, de la question économique, intitulée "Histoire d'horreur". A Morelia, de "Toutes les cultures pour tous". Et les médias ? "Des graffiti au cyberspace". A La Garrucha, les populations indiennes de partout et d'ailleurs ont leur table de discussion : "Beaucoup de mondes tiennent dans ce monde". Restent à Oventic plusieurs centaines de personnes pour répondre à une question centrale : "Quelle société n'est pas civile ?".

Une semaine de discussions, de rencontres, d'échanges. Les barrières de langue s'abaissent. Ici, nous sommes tous égaux parce que nous sommes tous différents. Sous le regard indéchiffrable des zapatistes masqués qui écoutent tous les débats avec une patience infinie, des Basques et des Kurdes parlent



Accueil des participants par les femmes des communautés.

des prisonniers politiques. Des lesbiennes dénoncent le nationalisme et la violence intrafamiliale, un Chilien décrit la répression dans les années noires, une Japonaise s'inquiète dans un espagnol hésitant de savoir si les commandantes indiennes, leurs bébés endormis sur le dos, comprennent bien les débats. Ailleurs, on parle d'expériences d'autogestion, de nouvelles formes d'organisation syndicale, du SIDA et de la santé, du patriarcat et du néolibéralisme, des enfants, des guerres civiles, des luttes antimilitaristes, des murs qui se sont levés depuis la chute du mur de Berlin, des immigrants, des Indiens, des vieilles idéologies, des réseaux de contre-information, de la société du spectacle, de l'art comme résistance. La tour de Babel dans toute sa splendeur. Tables rondes, débats improvisés, discussions dans la queue du dîner, autour des douches en plastique, au creux des hamacs. La boue, le pluie, le froid ou le soleil brûlant ne parviennent pas à décourager toutes ces voix anxieuses de s'entendre. Adresses

échangées, amis retrouvés, complicités nouées autour d'une déclaration lue en plénière ou d'une pétition qui circule au hasard des tables.

Quelques faux-pas cependant. Inévitables ? Certains espéraient pouvoir entendre davantage les zapatistes. Mais les passe-montagnes se taisent, toute oreille. Il faudrait beaucoup plus de temps pour que leur parole se fraye un chemin dans le rythme accéléré des occidentaux. Beaucoup doivent se contenter de sourire aux enfants ou de discuter avec les cuisinières et les sentinelles. Mais ne sommes nous pas venus entendre la voix des plus petits, des sans-voix, des sans-importance ? Certains s'insurgent en voyant arriver les invités spéciaux, qui débattent pendant une demi-journée à part. Plus que Danièle Mitterand, le sociologue Alain Touraine provoque la colère d'une partie de la délégation française, qui n'a pas oublié son opposition aux grandes grèves de novembre-décembre 1995. Le soir même, Marcos descend de la montagne leur expliquer que la rencontre vise, justement, à construire un monde où tout le monde ait une place. Trop chrétien ? Un des enseignements les plus intéressants du zapatisme est pourtant cette tolérance dont l'EZLN a toujours fait preuve, cette capacité à travailler ensemble sur les points qui unissent, en gardant très présents à l'esprit les points qui divisent.

La contestation des femmes

La fausse note la plus marquante demeure la place réservée à la question des femmes. Les zapatistes ont déclaré plusieurs fois que la première victoire zapatiste a été celle des femmes, des insurgées et des Indiennes des bases d'appui, quand elles ont réussi à faire admettre leur participation pleine et entière aux maris jaloux et aux fiers guérilleros

Le sous-commandant Marcos en compagnie de délégués de l'EZLN lors de la première Intergalactique.



machistes des premiers temps. A tel point qu'un tiers de l'armée rebelle est composée d'Indiennes, et que la société civile qui s'est organisée depuis le 1^{er} janvier 94 pour éviter la guerre est majoritairement composée de femmes. Pour la rencontre, les zapatistes avaient convoqué par leur nom les femmes, les féministes et les lesbiennes. Venues en grand nombre, enthousiastes, quelle ne fut pas leur surprise quand elles virent que le thème des femmes, loin de bénéficier d'une table à part entière, loin même d'être inclus dans la sous-table de la société civile organisée, avait été relégué à la sous table de la société civile exclue, avec les homosexuels, les toxicomanes, les personnes atteintes de SIDA, les enfants et le troisième âge !

Comme à la rencontre préparatoire continentale de Berlin, au moment de lire leur déclaration, elle rompirent la monotonie de la séance plénière finale en déployant des banderoles improvisées contre le patriarcat. Le "Ya basta !" des femmes, des féministes et des lesbiennes restera la principale déclaration critique de la rencontre. La seule déclaration, qui depuis une position de sympathie et de soutien actif, prenne la liberté de souligner certaines contradictions qui existent entre le discours des zapatistes et leurs pratiques. Une déclaration qui fait aussi la preuve que les zapatistes acceptent la critique. Dans la dernière conférence de

presse de la rencontre, Marcos réaffirmera la position de sincérité qui rend sympathique, crédible et profondément humaine cette armée au visage couvert, en avouant avec beaucoup de franchise que, dans l'EZLN, les femmes n'obtiendront rien sans lutte.

Sous un soleil de plomb au-dessus de La Realidad, les invités au bord de l'insolation ont la patience d'écouter jusqu'à la dernière parole les comptes rendus des cinq tables de discussion. Pas de nouveautés ébouriffantes ? Rien de plus, rien de moins que ce que nous avons amené : nos "Ya basta !", nos espoirs, notre rébellion contre le cauchemar néolibéral, nos luttes, nos rêves. Pour continuer, plusieurs propositions, ouvertes et folles comme toutes les propositions zapatistes. Créer un réseau intercontinental d'information et d'échange contre le néolibéralisme et pour l'humanité. Organiser une grande consultation mondiale sur la déclaration finale de la rencontre, pour l'humanité et contre le néolibéralisme. Préparer une deuxième rencontre intergalactique pour l'année prochaine, en Europe. Pour finir, sous la pression du public qui réclama que l'EZLN applique son fameux "commander en obéissant", le commandant Tacho doit s'exécuter. Armé de sa guitare, il entonne bravement la chanson "ranchera" classique, reprise par des centaines de voix

de tous les coins du monde. Le Gouvernement pourra-t-il encore prétendre que le mouvement zapatiste est cantonné à quatre municipalités indiennes du fin fond des montagnes du sud-est mexicain ?

Erika Julien

San Cristóbal de Las Casas, 6 août 1996



© Antonio Oropeza

Seconde Intergalactique et calendrier zapatiste

L'été prochain, en Europe, sera zapatiste ! Voici quelques dates de rencontres et d'événements où l'esprit de zapata viendra écouter et discuter avec celles et ceux qui ont le cœur à gauche de la poitrine.

Seconde Intergalactique, 27 juillet-2 août 97

La *Deuxième Rencontre pour l'Humanité et contre le Néolibéralisme*, aura lieu, à la demande de l'EZLN, en Europe. Cette rencontre, échange, assemblée de toutes celles et ceux luttant contre toutes les exclusions se tiendra en Espagne, du 27 juillet au 2 Août, dans cinq villes différentes.

Pour avoir de plus amples renseignements, contactez :

En Espagne : Colectivo de Solidaridad con la Rebelión Zapatista
c/ de la cera, 1 bis, 08001 Barcelona - Tel. 34 3 442 231 01,

Fax: 34 3 329 08 58, E mail: ellokal@pagina.org

En France : les comités de solidarité avec le Chiapas (voir liste page suivante).

Rencontres et échanges pour l'humanité

Une grande rencontre autonome et autogérée aura lieu en Bretagne, au Carnet, du 10 au 15 août, après la "seconde intergalactique". - Renseignements : Trawal'ch, 13 straed Gambetta, 29000 Kemper, Breizh

Festival de Douarnenez

Dans le cadre de son vingtième anniversaire, le *Festival des Peuples*

Minorisés de Douarnenez invitera, du 15 au 20 août, de nombreux cinéastes, artistes et militants autochtones des quatre continents.

Une partie du festival sera consacrée aux événements du Chiapas.

Renseignements : Festival de Douarnenez, Tél : 02 98 92 09 21 / 02 98 92 97 23

Une flotille pour le Chiapas

Voici l'un des projet de solidarité avec les zapatistes le plus audacieux : *une flotille pour le Chiapas*. Après *un bateau pour le Chiapas*, plusieurs organisations et individus se sont mobilisés à travers l'Europe afin de mettre sur pied (... sur mer) une flotille pour le Mexique. Ces bateaux apporteront du matériel, des médicaments, des rêves et de l'espoir aux communautés zapatistes du Chiapas.

Pour hisser les voiles, contactez : *Terres à Terres*, 42 rue Raspail, 76600 Le Havre. - Tel : 02 35 41 70 29 ; Fax : 02 35 21 64 39

Cartes postales et posters de soutien sont en ventes à *Terres à Terres*.

Vous pouvez également faire un don en versant votre contribution sur le compte : "Un bateau pour le Chiapas", au Crédit mutuel du Havre, n°230-15-146.

Théâtre de l'Odéon, Aguascalientes d'un soir...

En novembre dernier, l'EZLN avait envoyé en délégation officielle en France, Javier Elorriaga et Gloria Benavides (1), membres du FZLN (2), qui ont rencontré des représentants politiques, des syndicalistes et diverses ONG, avant de se rendre au Parlement Européen de Strasbourg. Mais le fait marquant de leur visite restera sans doute le déroulement de la soirée organisée au théâtre de l'Odéon, à Paris...

Le 11 novembre, le théâtre de l'Odéon avait offert un espace de discussion autour du zapatisme en présence des délégués du FZLN. Alors que le théâtre était bondé, vers 19 heures, des centaines de sans-papiers et leurs supporters ont envahi la salle, prenant possession de l'estrade et décrétant la soirée *Assemblée des luttes*, en référence aux résolutions adoptées lors de la *Rencontre pour l'humanité et contre le néolibéralisme*, l'été dernier au Chiapas. Houleuse au départ, la discussion s'est peu à peu installée entre zapatistes et sans-papiers, notamment grâce aux interventions de l'historien mexicain Adolfo Gilly. Madjiguène Cissé, l'une des porte-paroles des sans-papiers de Saint-Bernard, originaire du Mali, a déclaré : « Nous ne sommes pas ici pour perturber la soirée car nous admirons les zapatistes. Les États-Unis veulent construire un mur à la frontière mexicaine pour empêcher l'immigration. Nous sommes mobilisés depuis huit mois pour obtenir le respect des droits de l'homme pour les immigrés en France. C'est la même question des rapports Nord-Sud qui est en jeu. »

Autre geste mémorable, plus tard dans la soirée, lorsque le journaliste mexicain de *La Jornada* Jaime Avilés propose de déclarer l'Odéon "Centre de résistance-Aguascalientes-Tour de Babel (tout en un et dans une même nuit)" sous les applaudissements de la salle. A 22 heures, l'"occupation" de l'Odéon prend fin. Le public forme une haie de protection autour des sans-papiers jusqu'à la bouche de métro, les soustrayant ainsi aux CRS qui avaient pris position tout autour du théâtre.

Sylvain Duez-Alexandrini - Sources : Communiqués de la CNT et du CSPCL, articles de *La Jornada* et *Le Monde* et reportage sur place.

1. Anciens prisonniers politiques, arrêtés en février 95 alors que le Gouvernement lançait une offensive militaire au Chiapas, ils ont été libérés en partie grâce au soutien international aux prisonniers "présomés zapatistes".

2. FZLN : Front Zapatiste de Libération Nationale (mouvement de la société civile au Mexique, soutenant les revendications de l'EZLN).

Comités de solidarité avec le Mexique

Pour rester informé(e) de l'actualité au Mexique et exprimer votre solidarité, nous vous invitons à entrer en contact avec les comités suivants (*Nitassinan-CSIA* collabore avec certains d'entre eux en ce qui concerne le respect des droits des peuples indigènes du Mexique) :

- **Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte** (CSPCL)

33 rue des vignoles, 75020 Paris - Tel : 01 43 72 09 54- Fax : 01 43 72 71 55

permanence tous les mercredis de 20H à 22H - (publie le bulletin *Aguascalientes*)

- **Collectif Ya Basta !-Paris**

22 rue Rosenwald, 75015 Paris - Tel / fax : 01 46 56 66 24 - (publie l'indispensable

bulletin hebdomadaire ; *Ya Basta !* et *Le passe-montagne dernière...*)

Vous pouvez demander aux comités ci-dessus, la liste des organisations, collectifs et associations de solidarité avec le Chiapas en province (joindre une enveloppe timbrée)

- **Comité de Solidarité avec les Peuples d'Amérique Centrale** (COSOPAC)

21ter rue Voltaire 75011 Paris ; - (participe à la rédaction de la revue *Volcans*)

Bibliographie

- ; *Ya Basta !-Les insurgés zapatistes racontent un an de révolte au Chiapas*, Sous-commandant Marcos, traduit de l'espagnol par Anatole Muchnik avec la collaboration de Marina Urquidi, texte annoté par Maurice Lemoine, Editions Dagorno, Paris, 1994

- ; *Ya Basta !-tome 2-Vers l'internationale zapatiste*, Sous-commandant Marcos, traduit de l'espagnol par Anatole Muchnik avec la collaboration d'Alexandra et Eduardo Carrasco, texte annoté par Tessa Brisac, Editions Dagorno, Paris 1996

- *Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain*, Documents relatifs à la guerre indienne au Chiapas, Editions de l'insomniaque, Paris, 1994

- *Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain-tome 2*, Documents relatifs à la guerre indienne au Chiapas, Editions de l'insomniaque, Paris, 1996

- *Zapata est vivant !*, L'insurrection des indigènes du Chiapas racontée par eux-mêmes, Guiomar Rovira, traduit de l'espagnol par Martine Gérardy, Geneviève Michel et Philippe Rouyau, préface d'André Aubry, Editions Reflex, Paris, 1995

- *Tendre Venin* de quelques rencontres dans les montagnes indiennes du Chiapas et du Guerrero, Nicolas Arraitz, Editions du Phéromone, Paris 1995

- *Feu Maya*, Aurore Monod, Ethnies Documents n°16-17, Paris, 1994

- *Les Tzotzil par eux-mêmes : récits et écrits de paysans indiens du Mexique*,

André Aubry, l'Harmattan, Paris, 1988

- Vient de paraître : *Chroniques intergalactiques*, traduction

des comptes-rendus de la *Première rencontre contre le néolibéralisme et pour l'humanité*,

Editions Aviva Presse, Paris 1997 - vous pouvez le commander pour 80F au collectif *Ya basta !*, Paris.

Revues :

Nitassinan n°37, ; *Tierra y Libertad ! La révolte maya du Chiapas*, Paris, 1994

Volcans, Revue d'information et de solidarité sur l'Amérique Centrale et les Caraïbes, EDREV (Edition, diffusion de la revue *Volcans*), 21ter rue Voltaire, 75011. (à consulter tout particulièrement le numéro spécial de Septembre 1996, *Chiapas : Un monde où tous les mondes aient leur place* réalisé en collaboration avec la revue *Tlalticpac*)

Tlalticpac, Revue du *Groupe de Recherches sur l'Actualité au Mexique*, Editions Syllepse, 42 rue d'Avron, 75020 Paris (a fusionné depuis septembre 1996 avec la revue *Volcans*)

Vidéos :

De nombreuses vidéos sont disponibles. Pour obtenir la liste de celles-ci, écrivez au CSPCL ou au collectif *Ya Basta !*, Paris.



Dessin paru dans la *Jornada*

Révélation d'enfer !

Sherman Alexie était à Paris, le 10 janvier dernier, à l'occasion de la sortie de son livre *Indian blues* chez Albin Michel. A trente ans, cet enfant terrible des lettres a déjà derrière lui un court roman remarqué (*The Lone ranger and Tonto fistfight in Heaven*), quelques prix et de très élogieuses critiques dans la presse nationale pour *Indian blues*, paru aux États-Unis au printemps 1995 sous le titre *Reservation blues*. Un premier roman à l'image de son auteur, ironique et fort en gueule, humoristique et douloureux.

Le gentleman spokane

Sherman Alexie, pouvez-vous nous dire quelles sont vos origines ?

Je suis né à Spokane (État de Washington), la ville qui est toute proche de ma réserve. J'ai été élevé dans la réserve jusqu'à l'âge de 18 ans. Ma mère est une Spokane, mon père est Cœur d'Alène. Nous faisons tous partie de la tribu spokane. J'ai grandi dans la pauvreté. Mes parents étaient tous les deux alcooliques. Ma mère est maintenant sobre depuis dix-huit années, mon père alterne sobriété et alcoolisme. J'ai deux frères et trois sœurs. L'une a été tuée dans un incendie quand j'étais écolier. Nous sommes une famille nombreuse et avons été élevés dans la religion catholique.

Il semble que vous ayez beaucoup de choses en commun avec les personnages de votre roman *Indian blues*. Certains détails ne peuvent pas avoir été inventés et l'on sent que bien des situations ont été vécues...

Oui, c'est ce que je connais. Tout est autobiographique. Ce que tout le monde écrit est autobiographique. Beaucoup des détails de mon roman sont similaires à ma vie, mais j'en ai fait une fiction.

Vous indiquez avoir grandi dans la réserve. Quelle était votre langue usuelle ?

Mes parents parlent leur langue couramment, mais il ne me l'ont jamais apprise. J'en comprends la majeure partie, bien que je ne la parle pas, enfin juste quelques phrases, pas couramment. La plupart des gens de ma génération ne parlent pas leur langue d'origine. Mais il y a un renouveau pour la génération suivante. Disons que cela a sauté ma génération. Nos parents ont été victimes du système des pensionnats (où tout autre langue que l'anglais était formellement interdite NDLR). Ces effets se font de moins en moins sentir.

Aimeriez-vous apprendre cette langue qui est, je crois, le salish ?

Je suis en train de l'apprendre. Comprendre les mots est facile, mais les prononcer est d'une grande difficulté. Le salish nécessite l'utilisation de sons que je n'ai pas été entraîné à prononcer. J'ai un cerveau de Spokane, mais une langue anglaise !

Aussi, quand vous avez commencé à écrire, vous n'aviez pas le choix...

J'aurais écrit en anglais de toute façon. Parce que un écrivain s'exprimant en spokane aurait eu un public de vingt personnes. Il n'y a guère plus de vingt Spokanes qui sont capables de lire en spokane ! Sur environ mille personnes vivant dans la réserve, peut-être 200 parlent notre langue couramment, mais il y en a bien moins qui la lisent. Ce langage n'a jamais été fait pour être écrit.

Comment avez-vous commencé à écrire ?

Accidentellement. J'ai toujours aimé les livres, mais ma vocation première était de devenir pédiatre. Comme je manquais toujours les cours d'anatomie à l'université, parce que j'étais incapable de toucher les cadavres, j'ai dû laisser tomber ce cours et le remplacer par un autre. Et le seul cours de remplacement compatible avec mon emploi du temps était un cours d'écriture poétique. C'était en 1989 et j'ai donc commencé à écrire à l'université d'État de Washington.

Y a-t-il beaucoup de Spokane qui poursuivent des études ?

Non, très peu de Spokane vont à l'université. Peut-être dix d'entre nous sur les vingt dernières années. Et encore moins ont obtenu un diplôme. Je suis le seul de ma famille à avoir obtenu un diplôme universitaire.

L'adaptation à l'université, alors que

vous viviez jusqu'alors sur la réserve, a-t-elle été difficile ?

Oui et non. J'avais déjà accompli mes années de lycée en dehors de la réserve, et avec beaucoup de succès. J'étais donc habitué à être au milieu de non-Indiens dès l'âge de 14 ans. Mais je vivais toujours sur la réserve, j'y retournais après les cours et j'avais toujours la sécurité du foyer. Ce n'est que pour l'université que j'ai dû déménager, quitter la réserve. J'étais alors très très seul, tout le temps. Mon cœur était brisé.

Cela est sans doute l'une des raisons pour lesquelles si peu d'Indiens vont à l'université et y réussissent leurs études ?

Oui. Ce n'est pas que nous ne puissions réussir intellectuellement, c'est que nous avons du mal à réussir culturellement. A mon époque, il y avait 15 000 étudiants sur le campus. Nous n'étions que 50 Indiens, mais nous formions une communauté. Bien obligés !

A l'université, avez-vous été confronté à des problèmes de racisme ?

Oui. A cause de tous ces stéréotypes sur les Indiens. Les gens plutôt à gauche, libéraux, nous imaginent chamans, ou nobles guerriers. Ceux qui sont plutôt à droite nous considèrent comme des poivrots, fainéants, vivant des subsides du gouvernement. Et personne ne nous reconnaît comme les êtres humains complexes que nous sommes.

On retrouve très bien ces clichés dans votre livre. C'est d'ailleurs plutôt rare de voir exprimer cette réalité aussi franchement. Pensez-vous que votre livre puisse, d'une certaine manière, changer ce regard ?

Je ne sais pas. Il peut blesser. Il peut aider. Je crois que la plupart des gens qui lisent mon livre sont déjà bien informés. Mais j'essaie de ne pas me soumettre à ce type de pression. Je

ne cherche pas à changer le monde. J'essaie juste de raconter des histoires.

Comment ce livre a-t-il été reçu parmi les vôtres ?

Le fait que j'écrive n'a pas changé l'opinion des miens à mon sujet. Ceux qui ne m'aimaient pas quand j'avais 7 ans n'aiment pas mes livres. Ceux qui m'aimaient bien quand j'avais 7 ans aiment bien mes livres. J'ai toujours été quelqu'un avec des opinions tranchées, arrogant, grande gueule (rires). J'ai toujours été une personne subversive ! Les gens m'aiment ou me détestent.

Que signifie pour vous le fait que le livre ait été publié dans la collection "Terres d'Amérique" plutôt que dans la collection "Terre indienne". (Toutes deux dirigées par Francis Geffard NDLR) ?

Pour moi c'est un signe de respect. Il m'a vu comme je devrais être perçu. Non pas comme un écrivain indien, mais comme un écrivain américain.



En tant que lectrice, j'attendais depuis longtemps un roman de ce type. Vous y exprimez la perception que vous avez de vous-même et non pas la perception filtrée par ce qu'on attend que vous montriez de vous-même...

Eh bien, disons les choses de cette façon : beaucoup de romans indiens sont issus d'une expérience très limitée de l'indianité. C'est une certaine sorte d'Indiens. Beaucoup d'entre eux proviennent de mélanges très importants. C'est le cas de la plupart d'entre eux. Et ils viennent de milieux - souvent de l'ouest - où ils ont reçu une éducation très poussée. Très peu d'entre eux ont été élevés sur une réserve, très peu d'entre eux sont de lignées non mélangées ou peu mélangées. Beaucoup d'écrivains indiens écrivent sur l'Indien qu'ils aimeraient être et pas sur l'Indien qu'ils sont. Quand je raconte les histoires de la réserve, j'écris sur qui je suis et d'où je viens. Quand un écrivain comme Louis Owens, par exemple, écrit sur la réserve, il n'écrit pas sur ce qu'il est ou sur sa vie. Il écrit sur une vie qu'il aurait souhaité connaître.

Je suis très frustré par le genre de littérature très "spirituelle", les quatre directions, notre mère la Terre, notre père le Ciel, etc. Nous ne vivons pas ainsi, nous ne parlons pas ainsi. Et quand j'entends un Indien parler ainsi je me dis : soit il essaie de faire de l'argent, soit il essaie de mettre celui ou celle qui

l'écoute dans son lit (rires) !

Ou les deux ! (rires). Mais il y a cependant des gens qui respectent les croyances ancestrales, qui essaient d'accorder leur vie à des valeurs traditionnelles...

Oui, les Indiens "traditionalistes". Mais vous n'entendez jamais parler d'eux en dehors de la tribu. Nos vrais leaders spirituels n'écriront pas de livres, ne viendront pas à Paris, ne feront pas d'interviews, vous ne les verrez ni à la télévision ni dans les magazines. Vous n'entendez jamais parler d'eux.

Pour cette raison, il faut être très circonspect lorsqu'une manifestation publique se réclamant de rites traditionnels est présentée en dehors d'un territoire indien...

Oui, car nos "églises", nos lieux de cultes sont liés à une topographie précise. Les rites spokane ne peuvent être déplacés hors du territoire spokane, qu'il soit géographique ou humain. Les meilleurs indiens n'écrivent pas de livres, car écrire un livre n'est pas indien !

Comment vous situez-vous dans ce contexte ?

Pour les Indiens, le roman est une expérience "séculière". La parole, elle, peut être spirituelle. J'ai une vie spirituelle, et je m'engage dans quelque chose de proche d'"être spokane" ou d'être une personne "spirituelle" quand j'amène mon travail à des Spokane. Quand je leur parle, quand nous dialoguons. C'est là que l'expérience devient plus puissante, plus indienne.

J'écris juste des histoires sur comment nous vivons notre vie. Je n'essaie ni de professer, ni de sauver l'âme de qui que ce soit. Je n'essaie pas d'être religieux ou spirituel. Je raconte juste des histoires.

Quel genre de littérature, quels écrivains, appréciez-vous ?

J'aime les écrits de gens qui écrivent sur les classes les plus défavorisées. Que ce soient des écrivains indiens, des Afro-américains, des Chicano-américains, des Américains-asiatiques, des femmes, des homosexuels, des Blancs pauvres. Je m'identifie avec l'écriture qui parle de gens opprimés, partout dans le monde... John Steinbeck, James Welch, Garcia Marquez. A la base, je connaissais la même douzaine d'écrivains que tous les étudiants du monde, mais quand j'ai suivi ce cours de poésie à l'université, j'ai pu découvrir aussi les littératures de toutes ces minorités.

Propos recueillis et traduits par Dee Brooks

C'est un endroit où personne n'arrive jamais par hasard. La réserve des Indiens spokane, dans l'État de Washington ne dispose d'aucun des attraits touristiques qui pourraient motiver la venue d'un bluesman noir fatigué ayant pour tout bagage une étrange guitare. Si Robert Johnson, mythique guitariste du blues le plus pur se trouve là, c'est à cause d'un problème de taille. Il souhaiterait être délivré par une vieille Indienne, d'un pacte douteux signé avec "Le Gentleman"... Cette faustienne entrée en matière est surtout prétexte, pour son auteur Sherman Alexie, à camper décor et personnages d'un des plus étonnants des romans américains.

La célèbre guitare du musicien agira comme un détonateur dans les vies de Thomas, Victor et Junior, bientôt connus comme les "Coyote Springs", groupe de rock 100 % indien. Sur leur chemin, de bars en clubs, ils croisent quelques managers véreux, mais aussi quelques groupies blanches ou indiennes, comme les sœurs flathead Chess et Checkers Warm Waters. Mais la grande force de ce roman, c'est sa peinture du quotidien des réserves. L'alcoolisme qui dévaste les familles, le tiraillement incessant entre tradition et modernité, la quête spirituelle et identitaire, tout cela figure dans Indian blues, qui oscille perpétuellement entre le tragique et l'humour le plus débridé. Le style direct et simple de Sherman Alexie propulse instantanément le lecteur au cœur de l'existence de ces antihéros paumés auxquels on s'attache tout de suite. L'imaginaire et le réel s'y mêlent continuellement, rythmés par les chansons (fort bien écrites) qui ouvrent chacun des chapitres. Jamais jusqu'alors la vie d'une réserve n'avait été décrite de l'intérieur avec une telle acuité, ne laissant dans l'ombre aucune zone, même sordide, ni aucun des conflits dans les rapports entre le monde indien et le monde blanc. Et rarement avait été si bien transcrite en littérature cette auto-dérision souvent irrésistible, caractéristique de l'humour des Indiens. L'ironie de Sherman Alexie est parfois amère, souvent poignante, mais sa tendresse pour ses personnages ne se teinte jamais du romantisme qui englut trop souvent la vision du monde des réserves. Retenez bien le nom de Sherman Alexie, car il est l'un des romanciers les plus originaux de la nouvelle génération des lettres américaines. D.B.

Indian blues, Editions Albin Michel, Collection "Terres d'Amérique", 304 p., 120F

BULLETIN D'ABONNEMENT

NITASSINAN revue trimestrielle d'information sur les nations amérindiennes

NOM - Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville Pays

Je m'abonne* / ré-abonne pour 160f (220f hors Europe) aux 6 prochains n° =f

Abonnement de soutien à partir de 250f pour les 6 prochains n° =f

Je commande les n° (à partir du 34)
soit numéros simples n° à 40f port compris =f

Je commande livres **Ike Mun Anam** à 75f port compris..... =f

Je commande livres **Contes Iroquois** à 85f port compris..... =f

Je commande pin **Nitassinan 92** à 30f port compris =f

total =f

J'envoie un chèque de f libellé à l'ordre de "NITASSINAN-CSIA", adressé à :
NITASSINAN - CSIA, BP 317, 75229 Paris Cedex 05, France

* Les abonnements ne sont pas rétroactifs : ils démarrent automatiquement à partir du n° à sortir.

NITASSINAN : revues disponibles à partir du n°15

n°15 Mapuche (Chili) - n°18 Colombie indienne - n°19 Shoshone (USA) -
n°20/21 Cherokee (USA) - n°22 Kuna/Tarahumara (Panama - Mexique) -
n°23/24 Huron/Abenaki (Nord Est Canada) - n°25/26 Cri/Mohawk (N. E.
Canada) - n°27/28 Attikamekw/Ojibway (N. E. Canada) - n°29 Yup'it/
Inupiat (Alaska - N. Sibérie) - n°30 92, Quelle "découverte" ? - n°31 Lil'wat,
Gwich'in, Rigoberta "Nobel" ? - n°34 Rigoberta Menchú, CPR (Guatemala) -
n°35 Apaches, la lutte pour le Mont Graham (USA) - n°36 Canada, les
nations indiennes contre l'uranium - n°38 La déforestation en terre indienne -
n°39 Les prisonniers du rêve américain (prisonniers amérindiens aux USA) -
n°40 Les gardiennes de l'avenir (femmes amérindiennes) - n°41 La terre
sacrée des Blackfeet (USA) - n°42 Mapuche - n°43 L'été indien au Canada -
n°44 Résistance navajo - n°45 Chasseurs cri du Lubicon - n°46 Index '84-96
n°47 Quel avenir pour le peuple innu ?

Tarifs promotionnels sur les anciens numéros (15 à 31): simple = 25f -
double = 40f - commande groupée : 5 numéros simples ou doubles
au choix = 95f - tous prix port compris

Tarif numéros simples à partir du n°34 : 40f port compris

NOTRE PIN : "Nitassinan 92" 30f port compris

NOS LIVRES : **IKE MUN ANAM**, *Il était une fois, la dernière Frontière en
Guyane*, d'Eric Navet, une analyse et un constat sur la situation de "nos" (!)
Indiens (75 f, port compris)

CONTES IROQUOIS, traduction intégrale d'un livre d'Akwesasne Notes,
illustrée de pictogrammes originaux (85f port compris)

BULLETIN D'ADHÉSION

J'adhère pour un an, d'octobre à
octobre, au Comité de soutien aux
Indiens des Amériques

à partir de 240f
(membre bienfaiteur)

120f (adhésion simple)

80f (bénéficiaires du RMI et du
minimum vieillesse, chômeurs,
étudiants, détenus)

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

J'envoie un chèque de f
libellé à l'ordre de "Nitassinan CSIA",
adressé à : Nitassinan- CSIA, BP 317,
75229 Paris Cedex 05, France

notre adresse / our address
nuestra dirección

**Nitassinan C.S.I.A., BP 317
75229 Paris Cedex 05
France**

